

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 27 juin 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°412 ■

Chronique Eco

**Le Capitalisme
Occidental en crise,
l'Asie innove,
l'Afrique en
observation**

P 16

OPÉRATION DE RECRUTEMENT DES JEUNES DANS LE SUD DU PAYS

Des mesures adoptées par le gouvernement

Le Gouvernement a adopté, lors de sa réunion présidée mercredi par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, un ensemble de mesures relatives au lancement d'une opération de recrutement des jeunes au sein des structures du secteur de la jeunesse et des sports dans les wilayas du sud, suite aux instructions données par le président de la République sur la levée des obstacles administratifs entravant cette opération, indique hier un communiqué des Services du Premier ministre. P 3



AGENCE NATIONALE DU
FONCIER TOURISTIQUE

**Création de 46 zones
d'extension touristiques
dans 7 wilayas**

Au total, 46 zones d'extension touristique (ZET) ont été créées et classées à travers sept wilayas relevant de l'Agence nationale du foncier touristique de la région d'Annaba, apprend-on mardi de cette agence.

P 3

ÉLEVAGE DE POISSONS
EN EAU DOUCE

**Une production de
12.000 tonnes attendue
d'ici à fin 2024**

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani a annoncé, depuis Relizane, lors des travaux d'une journée d'étude sur l'importance de l'investissement en aquaculture d'eau douce à l'Université de cette wilaya, que l'aquaculture en Algérie avait enregistré entre 2020 et 2024 un saut qualitatif dans le domaine de l'aquaculture, ce qui a permis d'augmenter la production globale annuelle à près de 7.000 tonnes, et que son secteur œuvre à accroître le volume de la production aquacole à 12.000 tonnes de poissons d'eau douce à la fin 2024 et à 100.000 t à l'horizon 2030.

P 5

FORUM D'AFFAIRES
ALGÉRO-PAKISTANAIS

**L'Algérie courtise les
investisseurs pakistanais**



Le président de la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (CACI), Kamel Hmmeni, a affirmé hier à Alger, que « l'Algérie veut renforcer sa coopération avec le Pakistan, tout en tirant profit de son expertise dans plusieurs domaines, notamment l'industrie du textile ».

P 3

ACCOMPAGNEMENT DE PROXIMITÉ DES
PORTEURS DE MICRO-PROJETS DU
PROGRAMME "TAMKINE"

**900 cadres mobilisés
par l'ANGEM** P 2

EXPORTATION DES PRODUITS
ÉLECTROMÉNAGERS

**Des progrès
considérables
réalisés** P 3

CNAS - ALGÉRIE POSTE

**Signature d'une
convention sur la
numérisation des
virements** P 3

AGENCE NATIONALE
DU FONCIER
TOURISTIQUE

**Création de 46
zones d'extension
touristiques dans
7 wilayas**

Au total, 46 zones d'extension touristique (ZET) ont été créées et classées à travers sept wilayas relevant de l'Agence nationale du foncier touristique de la région d'Annaba, apprend-on mardi de cette agence. L'ensemble de ces ZET s'étendent sur 17.356 hectares à travers des wilayas de l'Est du pays (Annaba, Skikda, El Tarf, Souk Ahras, Jijel, Khenchela et Batna), a précisé à l'APS Mme Radia Ghenaï, architecte chef de projets à l'agence en marge de la célébration de la journée nationale du tourisme à la maison de la culture sous le slogan "presse engagée, tourisme leader", ajoutant qu'il sera procédé prochainement à l'élaboration des plans d'aménagement de ces zones. Dans la wilaya de Souk Ahras, trois ZET ont été créées et classées à Messid à 1.400 mètres d'altitude dans la commune d'Ouled Driss (67 hectares), dans la commune de Khemissa (20 hectares) et à Lebtom dans la commune de Taoura (109 hectares), a précisé la directrice de wilaya du tourisme et de l'artisanat, Ismaïhane Zahoui. Selon la même responsable, ces ZET dont le dossier est au ministère de tutelle pour approbation sont appelées à accueillir 1.850 lits et générer 2.315 emplois. Dans une communication donnée à l'occasion, l'universitaire, Tayeb Bouraoui a estimé que les médias et les plateformes numériques jouent un rôle dans la consolidation du tourisme domestique par la promotion, la sensibilisation et la stimulation de la demande tout en permettant des échanges interactifs et une communication en continue.

R E.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'Algérie adopte le principe de rationalisation des importations

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a affirmé que l'Algérie n'avait pas cessé les importations, mais avait, plutôt, adopté le principe de rationalisation de ses importations parallèlement à l'évolution de la production nationale.

Par Slimane T

Dans une interview accordée à la Télévision algérienne, en marge de l'ouverture de la 55e Foire internationale d'Alger (24-29 juin), le ministre a souligné que l'Algérie est un pays souverain et «ne tolère point de diktat». C'est une réponse directe pour les pays de l'Union européenne qui reprochait à l'Algérie de mettre de barrières pour les exportations des pays de Vieux continent. Dans sa réponse, le ministre a précisé que «l'Algérie n'a pas cessé les importations, mais ce que nous produisons, nous ne l'importons pas». Et d'ajouter : «Nos importations annuelles sont estimées à 45

Mds USD dont plus de 22 Mds USD provenant de l'Union européenne», a-t-il fait savoir, soulignant que «l'Algérie a rationalisé l'importation et ne l'a pas arrêté, ce qui serait inconcevable». Citant l'autosuffisance réalisée par l'Algérie cette année en matière de blé, le ministre a expliqué qu'elle permettra au pays d'économiser 1,2 Mds USD et réduire la facture d'importation en cette matière. «L'Algérie est un pays souverain, qui n'a pas de dette extérieure et ne tolère point de diktat», a-t-il poursuivi, ajoutant que «nous avons des partenaires avec qui nous travaillons, soit les pays avec lesquels nous avons des partenariats bilatéraux, l'Union européenne ou les espaces

auxquels nous appartenons sur le plan africain ou arabe».

Il a rappelé, dans ce sens, les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a affirmé que «l'Algérie est un pays qui fait partie de ce Monde et non un village isolé. Il existe une volonté des entreprises nationales de développer la production nationale». Zitouni a, enfin, noté que la politique de rationalisation des importations et la préservation de la production locale n'est pas une politique algérienne seulement, mais elle adoptée par tous les pays du monde, à l'instar des Etats-Unis, de la Chine et d'autres entités économiques tel l'Union européenne.

ANGEM

900 cadres pour l'accompagnement de proximité des porteurs de micro-projets du programme «Tamkine»

La directrice générale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Souad Bendjemil, a révélé mardi à M'sila que 900 cadres ont été mobilisés dans le cadre du programme "Tamkine" lancé dernièrement par l'Agence pour l'accompagnement de proximité et la formation des porteurs de micro-projets dans le domaine de l'entrepreneuriat. Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture du 1er Salon local des micro-activités à l'incubateur de l'Université "Mohamed Boudiaf" de M'sila sous le thème "le micro-crédit, un mécanisme générateur d'ac-

tivité économique", Mme Bendjemil a souligné que cette mesure "est un effort supplémentaire de services non-financiers assurés par l'ANGEM et dirigés vers le soutien de la diversification des activités et des idées de projets innovants". Elle a également affirmé que de pareilles mesures "traduisent l'orientation de l'ANGEM vers les jeunes, l'exposition des objectifs du dispositif et la présentation de projets réussis de jeunes financés par l'Agence". La même responsable a réitéré l'engagement de l'ANGEM à respecter les directives du ministre de l'Economie de la

Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises pour la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à mettre sur pied une économie fondée sur les micro-entreprises et les start-up jouissant d'un potentiel important en termes d'innovation et de création d'emplois. "Un des plus importants pas a été en cela le lancement depuis la wilaya d'Adrar du programme "Tamkine" dédié à l'accompagnement de proximité des porteurs de micro-projets et l'aplanissement des difficultés qu'ils rencontrent", a-t-elle encore

souligné. Dans le même contexte, Mme Bendjemil a considéré que les salons sont "une opportunité de mettre en lumière les innovations et de les concrétiser effectivement par de jeunes entrepreneurs et de présenter les réussites de jeunes après avoir été soutenus par les dispositifs publics mis en place au service du citoyen et de l'économie". La responsable de l'ANGEM a présidé en compagnie du wali, Nedjemedine Tiar l'ouverture du Salon de wilaya des micro-activités qui regroupe pendant deux jours 15 micro-entreprises créées dans le cadre du dispositif ANGEM.

ANP

Sortie de nouvelles promotions à l'Ecole supérieure navale

Le Commandant des forces navales, le Général major Benmeddah Mahfoud, a présidé, mardi, une cérémonie de sortie de nouvelles promotions de l'Ecole supérieure navale (ESN) "Moudjahid Général-Major Mohamed Boutighane" de Tamentfoust au titre de l'année 2023-2024. Il s'agit de la 32e promotion d'Officiers du Cours de Commandement et

d'Etat-major, de la 43e promotion d'Officiers du Cours de perfectionnement, de la 7e promotion Master, de la 17e promotion de la formation commune de base militaire, de la 39e promotion de la formation fondamentale correspondant à la 11ème promotion LMD de Licence en Sciences de la navigation maritime, Mécanique navale, télécommunications, Management et

gestion des affaires maritimes et Conservation navale. Les promotions sortantes comptent 9 stagiaires étrangers issus de pays frères. Après inspection des promotions par le Commandant des forces navales, le commandant de l'ESN de Tamentfoust, le Général major, Merzouk Ahmed a prononcé une allocution dans laquelle il s'est félicité du niveau de formation

et des efforts consentis pour "le hisser à la hauteur des exigences de modernité et des progrès actuels", incitant les diplômés "à faire preuve de discipline et d'abnégation dans l'accomplissement de leurs missions en toute loyauté, par fidélité au serment des vaillants chouhada et aux valeurs et principes de la Glorieuse Révolution du 1er Novembre".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

OPÉRATION DE RECRUTEMENT DES JEUNES DANS LE SUD DU PAYS

Des mesures adoptées par le gouvernement

Le Gouvernement a adopté, lors de sa réunion présidée mercredi par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, un ensemble de mesures relatives au lancement d'une opération de recrutement des jeunes au sein des structures du secteur de la jeunesse et des sports dans les wilayas du sud, suite aux instructions données par le président de la République sur la levée des obstacles administratifs entravant cette opération, indique hier un communiqué des Services du Premier ministre.

Synthèse Sirine R

« Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions de Monsieur le Président de la République données lors du Conseil des ministres du 23 juin 2024, relatives à la levée des obstacles administratifs entravant le recrutement de la catégorie jeunes au sein des structures relevant du secteur de la jeunesse et des sports dans les wilayas du Sud suivant les capacités et les dotations disponibles, le Gouvernement a adopté un ensemble de mesures relatives au lancement d'une opération de recrutement par étapes et conformément aux dotations disponibles », précise le communiqué.

Le Gouvernement a chargé les secteurs concernés de «prendre toutes les dispositions nécessaires pour atteindre les objectifs fixés en matière d'encadrement et de dynamisation des différentes structures et établissements sportifs et de jeunesse au niveau des wilayas concernées et de veiller à faire participer le Conseil supérieur de la jeunesse dans l'accompagnement de cette démarche», relève la même source. Durant cette réunion, le Gouvernement a entendu une communication sur le rapport national sur les risques majeurs pour l'année 2023, tout en appelant au renforcement des mesures proactives et préventives et le développement des capacités d'alerte précoce, in-

dique un communiqué des Services du Premier ministre. «Le Gouvernement a entendu une communication sur le rapport national sur les risques majeurs pour l'année 2023, tout en appelant à asseoir une approche reposant essentiellement sur le renforcement des mesures proactives et préventives et le développement des capacités d'alerte précoce», précise la même source. Il a été également procédé à l'examen des "mesures prises pour le renforcement du système national de prévention et de lutte contre les incendies de forêt, notamment à travers la mobilisation de tous les moyens nécessaires, dont les avions bombardiers d'eau", note le communiqué.

FORUM D’AFFAIRES ALGÉRO-PAKISTANAIS

L’Algérie courtise les investisseurs pakistanais

Par Z R.

Le président de la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (CACI), Kamel Hmmeni, a affirmé hier à Alger, que « l'Algérie veut renforcer sa coopération avec le Pakistan, tout en tirant profit de son expertise dans plusieurs domaines, notamment l'industrie du textile ». S'exprimant à l'ouverture des travaux d'un Forum d'affaires algéro-pakistanaï, l'intervenant a affirmé la disponibilité des opérateurs algériens pour nouer des partenariats avec leurs homologues pakistanais et ce dans divers domaines. Les potentialités de coopération et d'investissement sont importantes, dira-t-il, en appelant les entreprises pakistanaises à les saisir. Des avantages importants et des mesures incitatives sont accordés aux investisseurs étrangers et locaux dans le cadre de la nouvelle loi sur l'investissement, note-t-il, en rappelant également les atouts de l'Algérie occupant une position statistique, une stabilité politique et économique

avec un taux de croissance de plus de 4%, la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée et d'autres avantages comparatifs comme le prix de l'énergie et une infrastructure de base très développée. En effet, l'investissement en Algérie est plus que bénéfique, d'autant plus que «notre pays est membre de la Zlecaf, Gzale». Des zones de franchises sont également en cours de réalisation. Ces atouts inciteront certainement les partenaires étrangers à venir investir en Algérie qui détient déjà un marché important de près 46 millions d'habitants et possibilité d'aller à la conquête des parts sur les marchés africains notamment et ailleurs. Après avoir rappelé que les échanges commerciaux entre les deux pays ont connu une nette évolution durant les deux dernières années, mais qui reste en déca des attentes. Donc, un nouvel essor pour les relations algéro-pakistanaïes est possible. Evoquant la situation des échanges commerciaux entre les deux pays, le président de la CACI a

souligné qu'en dépit des évolutions enregistrées durant ces dernières, les relations restent en deçà des attentes. « Les échanges entre les deux pays sont faibles, et ce, malgré leur augmentation. Elles sont passées de 17,45 millions de dollars à 2022 à 27,53 millions en 2023. L'analyse des données montrent que la balance est en faveur du Pakistan », note-t-il, estimant que les relations et la coopération entre les deux pays peuvent être hissées à des niveaux supérieurs. « Je suis très optimiste pour l'avenir de nos relations. Le développement des relations économiques entre les deux pays passent également par le développement des partenariats économiques et industriels entre les entreprises algériennes et pakistanaises », a-t-il affirmé. Pour sa part le secrétaire général de la CACI, Khaled Dehane a indiqué, dans son intervention, que l'Algérie est un marché prometteur et des chantiers importants sont ouverts dans divers domaines, nécessitant la

présence des étrangers pour l'accompagner en lui apportant le savoir faire et les technologies nouvelles. Pour lui, le Pakistan peut apporter sa contribution notamment dans les domaines des industries du textile, automobile et autres. L'ambassadeur du Pakistan, son excellence Khalid Hussain Khan Gudaro, a affirmé la disponibilité de son pays pour promouvoir les échanges commerciaux avec l'Algérie, en annonçant que deux événements importants seront organisés en Pakistan dans les domaines agricoles et textiles. Il a annoncé que des rencontres seront organisées incessamment avec le ministère du Commerce algérien pour examiner les moyens de coopération dans ces deux domaines à savoir la fourniture de l'Algérie en certains produits agricoles (Riz et sucre) et également dans le domaine du textile. Le diplomate pakistanais a indiqué que durant cette foire internationale d'Alger (FIA), une cinquantaine de sociétés sont présentes et l'année ce nombre sera doublé.

CNAS-ALGÉRIE POSTE

Signature d'une convention sur la numérisation des virements

Une convention a été signée, mercredi à Alger, entre la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), et l'entreprise Algérie Poste concernant la numérisation des virements des indemnités aux assurés sociaux et aux ayants droit, propriétaires de comptes CCP. Cette convention a été signée par le Directeur général de la CNAS, Nadir Kouadria et le Directeur général d'Algérie Poste, Louai Zidi. En vertu de cette convention, la CNAS et Algérie Poste œuvreront à la mise en place de "mécanismes de traitement à distance des virements via une plateforme électronique sécurisée pour l'échange de données et d'informations, dans le but d'assurer et d'accélérer le paiement des indemnités aux assurés sociaux et aux ayants droit". Selon les organisateurs, cette convention s'inscrit dans le cadre de "la poursuite des efforts de modernisation et de numérisation de la Caisse et de simplification de ses procédures en matière d'accélération des virements relatifs aux différentes transactions financières, en coordination avec l'entreprise Algérie Poste". S'exprimant à cette occasion, M. Kouadria a fait savoir que cette convention "contribue à garantir le paiement régulier et sans retard des indemnités aux assurés", estimant que cela s'inscrit dans le cadre de "l'amélioration continue du service public offert à nos citoyens et de l'amélioration du niveau des services numériques". Pour sa part, M. Zidi a souligné l'importance de cette convention qui vise à "renforcer la coopération entre la CNAS et l'entreprise Algérie Poste" et qui s'inscrit dans le cadre de "la modernisation des services d'Algérie Poste au profit des citoyens".

EXPORTATION DES PRODUITS ÉLECTROMÉNAGERS

L’Algérie réalise des progrès considérables

Par Mourad A.

L'Algérie a réalisé des avancées remarquables dans le secteur de l'industrie électronique, passant d'un simple importateur à un pays exportateur d'appareils électroniques de haute qualité. Grâce à une stratégie de développement bien définie et à des mesures incitatives, ce secteur occupe désormais une place cruciale dans l'économie nationale. Des entreprises comme Bomare-Company et Brandt jouent un rôle clé dans cette transformation, contribuant à la croissance économique et à la création d'emplois. Le ministère de l'Industrie œuvre à promouvoir un développement industriel diversifié en Algérie, en s'appuyant sur l'expertise technique et les compétences humaines disponibles. Dans le secteur de l'industrie électronique, la fabrication d'appareils électroménagers a pris une importance significative dans l'économie nationale, a déclaré la directrice des industries électriques, électroniques et

des énergies renouvelables au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Djamila Bachouche. Elle a affirmé que l'Algérie est passée d'un pays importateur à un pays exportateur d'appareils électroniques, soulignant les grands progrès réalisés dans ce secteur. La responsable qui s'exprimait, hier, lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « chaîne 1 », a expliqué que ce développement repose sur une stratégie bien définie, comprenant la valorisation et la fabrication des matières premières, la modernisation technologique des entreprises, leur ouverture aux marchés internationaux, ainsi que l'innovation, la recherche et le développement comme principaux moteurs. L'Algérie a franchi plusieurs étapes dans ce domaine, passant d'un simple importateur de composants et intrants pour assemblage à un exportateur de produits finis. Ce progrès s'est traduit par une amélioration de la qualité des produits et une compétitivité accrue sur le

marché national. Bachouche a également révélé l'octroi de 3,5 milliards de centimes pour relancer les activités de l'Entreprise Nationale des Industries Électroménagères (ENIEM), ainsi qu'un plan de charge pour l'Entreprise Nationale des Industries Électroniques (ENIE), qui prévoit de lancer quatre nouvelles unités de production avec 1200 emplois envisageables. Pour soutenir cette dynamique, l'État a mis en place des mesures incitatives telles que les exemptions douanières pour les marchandises importées et utilisées dans l'assemblage des appareils, les avantages fonciers et l'accompagnement par l'Agence nationale de promotion de l'investissement. Ces mesures ont encouragé de nombreux investisseurs à s'engager dans ce domaine. Environ 150 entreprises activant dans le domaine des industries électroniques, et une augmentation de ce nombre est attendue. Parmi les entreprises importantes dans ce secteur, notamment en matière d'exportation, on trouve Bomare-

Company, Condor et Brandt. L'objectif principal du ministère est, par ailleurs, d'atteindre un taux d'intégration de 100%, en mobilisant toutes les ressources financières et humaines nécessaires pour concrétiser cette ambition, a ajouté la responsable. Elle a également expliqué que les industries électroniques en Algérie couvrent une multitude de domaines, y compris les équipements médicaux, la mécanique et l'automobile, démontrant ainsi leur importance omniprésente. Actuellement, bien que la plupart des fabricants locaux puissent produire certaines pièces électroniques, certaines composants restent importés en raison de leur coût élevé ou de la technologie avancée nécessaire à leur fabrication. En dernier lieu, Djamila Bachouche a fait savoir que l'Algérie a fait de grands progrès jusqu'à ce jour et continue de viser l'amélioration de la diversité et de la qualité des produits pour remplacer les importations et maximiser la valeur ajoutée dans l'économie nationale.

PLACÉ SOUS LE SLOGAN « LA SANTÉ EST L'AFFAIRE DE TOUS »

Un forum à Alger sur «La santé dans toutes les politiques»

"La santé dans toutes les politiques" a été au centre d'un Forum organisé, mardi à Alger, sous le slogan "La santé est l'affaire de tous", en présence de représentants de ministères, d'instances consultatives, d'acteurs de la société civile et d'experts internationaux.

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a présidé l'ouverture des travaux de ce Forum, organisé par son département, en coordination avec le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) et l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Dans son allocution à cette occasion, M. Saihi a souligné l'importance de réaliser une "synergie" entre les différents groupes de travail appartenant à plusieurs secteurs et instances consultatives afin de parvenir à des "résultats positifs" à même de contribuer à l'élaboration d'une "nouvelle vision des services de santé".

Les recommandations qui sanctionneront cette rencontre contribueront à prendre "la bonne orientation pour un système de santé de qualité", selon le ministre qui a rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à accompagner le secteur de la santé en vue de garantir une prise en charge optimale des patients. Saihi a également mis l'accent sur la nécessité d'unifier et de renforcer les efforts pour "un secteur de santé alliant prévention et médecine hospitalière".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Cinq morts et 219 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 219 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le territoire national, indique, mercredi, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Ouled Djellal avec 2 morts et 3 blessés, suite à une collision entre trois camions sur la route nationale N46, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages et de baignade fait état de la mort d'une personne, dont le corps a été repêché sur la plage de Ain Zouite, interdite à la baignade (wilaya de Skikda), ajoute le communiqué. Durant la même période, le même dispositif a effectué 213 interventions pour le sauvetage de 167 personnes de noyade, dont 30 ont été prises en charge sur place et 15 autres ont été évacuées vers les hôpitaux. Les équipes de la Protection civile sont également intervenues pour l'extinction de 40 incendies de forêts, maquis, récoltes et palmeraies, à travers plusieurs wilayas, note la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Tous les facteurs de succès «réunis»

Le Directeur de l'Ecole supérieure des sciences politiques, Zarakia Ouahbi a affirmé, mardi à Alger que tous les facteurs de succès de l'élection présidentielle, prévue le 7 septembre, " sont réunis". Invité du Forum du journal Echaâb, pour discuter du thème de "l'élection présidentielle et consolidation des institutions de l'Etat à travers la concrétisation de la volonté populaire", M. Ouahbi a indiqué que "tous les facteurs de succès de l'élection présidentielle sont réunis, à commencer par la bonne gouvernance qui permet au citoyen de participer à la mise en place des politiques publiques" et conformément au contenu de la Constitution et de la loi organique n 19-08 relative aux élections concernant cette opération. Selon le même responsable, cette échéance se déroulera de manière "ordinaire", au regard de la disponibilité des "garde-fous" indispensables et d'"indices positifs" à cette fin, estimant que cette élection constituait "un reflet clair et ferme du processus de mutation saine et constante du système démocratique en Al-



gérie (...), ces dernières années, ce qui a conféré au pays une immunité tant à l'intérieur qu'à l'étranger". Le Directeur de l'Ecole a, en outre, affirmé que l'ensemble des valeurs démocratiques "sont désormais ancrées" dans les institutions politiques nationales et sont devenues " concrètes en matière de politique étrangère", ce qui fait de l'élection "un maillon important du

processus de mutation politique dans le pays". Répondant à une question sur la nature du discours politique dans le processus électoral, l'enseignant Ouahbi a mis l'accent sur la nécessité d'un discours politique "réaliste et véridique, loin du populisme" et l'importance de "consacrer les principes constitutionnels", lors de cette échéance.

AADL/ALGÉRIE POSTE

Une convention pour régler les factures via BaridiMob

Une convention-cadre a été signée, mardi à Alger, entre l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) et l'entreprise Algérie Poste (AP), permettant d'activer le service de paiement électronique via l'application "BaridiMob", pour le règlement du loyer mensuel des logements "AADL", ainsi que les tranches des souscripteurs à ce programme de logement. La convention a été signée au siège de l'Agence "AADL" par son directeur général DG, Fouad Mokrani et le DG d'Algérie Poste, Louai Zidi, et ce sous la présidence du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi et le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki. Dans son allocution à cette occasion, M. Mokrani a indiqué qu'en plus du règlement du loyer mensuel et des tranches via "BardiMob", ces deux opérations peuvent être effectuées via les bureaux de poste (actuellement à travers les agences du Crédit populaire d'Algérie), les guichets automatiques, le service "BardiNet", ainsi que le code QR, tout en assurant le paiement automatique dans les différentes structures administratives relevant de l'Agence "AADL". Selon M. Mokrani, cette convention permettra également d'assurer le service de prélèvement automatique sur le compte des bénéficiaires du programme de location-vente. En vertu de cette convention, l'entreprise Algérie Poste se verra accorder la priorité d'acquérir les locaux de commerce relevant de l'Agence, et ce pour assurer

la présence des bureaux de poste au niveau des cités "AADL" dans différentes wilayas, ainsi que l'équipement des cités en distributeurs automatiques de billets (DAB), en vue du règlement du loyer mensuel, ajoute M. Mokrani. De son côté, M. Zidi a rappelé dans son allocution que l'entreprise "Algérie Poste" a "une expérience réussie" en matière de paiement des factures avec les deux entreprises "SEAAAL" et Algérie Télécom, à travers l'application "BardiMob", affirmant que la numérisation de l'opération de paiement des redevances

de l'Agence "AADL", épargnera aux bénéficiaires et aux souscripteurs, la peine de se déplacer dans les agences bancaires, pour accomplir cette opération. Quant à la date d'entrée en vigueur de ces nouveaux services, M. Zidi a indiqué qu'elle est prévue vers la fin juillet prochain, affirmant que le travail se poursuit pour assurer un produit qui répond aux exigences, en mettant à disposition un ensemble de moyens de paiement, et ce en vue de consolider l'inclusion financière et de contribuer à réduire le recours du citoyen au paiement en espèces.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 26 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 26 Juin 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف	دج / كلف	دج / كلف	
		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	91	100	82	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	78	90	65	الطماطم	
	Oignon sec	62	69	54	البصل الجاف	
	Ail sec	378	432	324	الثوم الجاف	
	Ail vert	149	160	137	الثوم الأخضر	
	Carotte	73	81	65	الجزر	
	Navet	144	157	131	لفت	
	Poivron	120	132	108	الفلفل الأخضر	
	Piment	146	164	127	الفلفل الحار	
	Courgette	99	111	87	الكوسة	
Haricot vert	259	280	237	الفاصولياء الخضراء		
Laitue	119	131	106	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	444	545	343	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	540	671	409	التمر	
	Melon	116	129	103	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	89	100	78	البطيخ الاحمر	
	Banane	325	338	312	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1722	1847	1598	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	345	356	334	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

ÉLEVAGE DE POISSONS EN EAU DOUCE

Une production de 12.000 tonnes attendue d’ici à fin 2024

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques Ahmed Badani a annoncé, depuis Relizane, lors des travaux d’une journée d’étude sur l’importance de l’investissement en aquaculture d’eau douce à l’Université de cette wilaya, que l’aquaculture en Algérie avait enregistré entre 2020 et 2024 un saut qualitatif dans le domaine de l’aquaculture, ce qui a permis d’augmenter la production globale annuelle à près de 7.000 tonnes, et que son secteur œuvre à accroître le volume de la production aquacole à 12.000 tonnes de poissons d’eau douce à la fin 2024 et à 100.000 t à l’horizon 2030.

Par Réda Hadi

En effet, entre 2020 à 2024, ce secteur a fait un saut qualitatif dans le domaine de l’aquaculture, en eau de mer comme en eau douce, et un développement croissant qui a permis d’augmenter la production globale annuelle à près de 7.000 tonnes. Selon M Badani, son secteur œuvre à augmenter le volume de production de la filière aquaculture en eau douce à 12.000 tonnes d’ici la fin 2024 et à 100.000 t à l’horizon 2030. Et de préciser « Nous avons enregistré durant la période s’étalant de 2020 à 2024 un bond qualitatif en matière d’aquaculture et une croissance permanente permettant d’augmenter la production globale annuelle à plus de 6870 tonnes pour atteindre 12.000 tonnes d’ici la fin de l’année 2024, soit une production supplémentaire estimée à plus de 7.200 tonnes, équivalent à un taux de croissance de 152%, et ce, grâce aux mesures incitatives financières et fiscales introduites dans le projet de Loi de finances 2024 au profit de cette filière », a souligné M.Badani. De ce fait, Badani a également indiqué qu’il existe plus de 22.000 agriculteurs qui pratiquent l’aquaculture intégrée à l’agriculture,

alors que leur nombre ne dépassait pas 3.300 en 2020, et ce, à travers l’ensemencement de plus de 16.000 bassins agricoles par plus de 2,8 millions d’alevins de tilapia. A ce sujet, le ministère de la Pêche a formé 1.068 agriculteurs dans le domaine de l’aquaculture intégrée à l’agriculture jusqu’au premier trimestre de 2024, ainsi que 2.800 détenus des établissements pénitentiaires et 520 cadres pénitenciers dans ce domaine dans le cadre de la convention de coopération signée avec le ministère de la Justice, a, par ailleurs, fait savoir le ministre. M. Badani a salué, au passage, les efforts déployés par les différents acteurs de cette filière partant de son importance pour augmenter la production halieutique et renforcer la sécurité alimentaire en Algérie. Il a déclaré que l’aquaculture occupe une grande importance dans le plan de travail du Gouvernement et le président de la République lui accorde une attention particulière dans le cadre de ses cinquante-quatre engagements, compte tenu des capacités et des potentialités que notre pays possède dans ce domaine, en plus du climat approprié, en particulier en eau douce, ce qui contribue inévitablement au développement de l’économie nationale, au développement dutourisme et à la réalisation

tion de la sécurité alimentaire. Pour rappel, le ministre a entamé sa visite dans la wilaya de Relizane en inspectant une ferme pilote aquacole intégrée en agriculture dans la zone Messaadia dans la commune de Belassel Bouzegza où il s’est enquis de l’opération d’ensemencement d’alevins du tilapia dans ses bassins d’eau, avant de visiter à Zaouia dans la commune de Zemmoura une autre ferme d’aquaculture intégrée à l’agriculture d’une capacité productive de 400 tonnes par an de tilapia rouge. A l’Université Chahid Ahmed Zabana M. Badani a visité une exposition de divers secteurs activant dans la filière de l’aquaculture et de projets innovants d’étudiants universitaires, en plus de l’ouverture d’une journée d’étude sur l’importance d’investir dans l’aquaculture en eau. Il a, en outre, présidé la cérémonie de signature par la Direction de la Pêche et de l’aquaculture de la wilaya de trois accords de coopération avec l’Université de Relizane, la Direction des services agricoles (DSA) et la Direction de la Formation et de l’enseignement professionnels de la wilaya, à l’issue de laquelle des diplômes de formation liés à l’activité d’aquaculture intégrée à l’agriculture ont été remis à de jeunes investisseurs.

CAMPAGNE DE RÉCOLTE ET TRANSFORMATION DE TOMATES Le coup d’envoi donné depuis Skikda

Le ministre de l’Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa a donné, mardi à Skikda, le coup d’envoi de la campagne nationale de récolte et de transformation de tomates industrielles. S’adressant aux professionnels de cette filière, dans une unité de transformation de tomates située dans la commune de Bekkouche-Lakhdar, M. Cherfa, qui a effectué une visite de travail dans la wilaya de Skikda, a souligné que leurs préoccupations seront prises en compte, y compris en ce qui concerne l’extension des capacités de transformation. « La wilaya de Skikda est pionnière dans le domaine de la production de tomates industrielles et se classe au

premier rang en fournissant 50% de la production nationale », a ajouté le ministre, relevant que la production de cette saison devrait atteindre les 6 millions de quintaux pour un rendement de 800 quintaux par hectare. Le ministre a par ailleurs renouvelé son appel aux agriculteurs pour qu’ils « s’engagent avec conviction dans l’opération du recensement général de l’agriculture qui permettra d’élaborer la carte nationale des potentialités agricoles du pays », soulignant que l’agriculteur obtiendra ensuite un certificat qui lui permettra de bénéficier du soutien et des aides de l’Etat. Il a indiqué, dans le même ordre d’idées, que l’opération de recensement a dépassé les 60% dans

la wilaya de Skikda. M. Cherfa a par ailleurs appelé les éleveurs à s’impliquer dans le processus de vaccination des animaux qui vient d’être lancé, avant d’évoquer le projet de partenariat algéro-qatari dans le secteur agricole qui permettra à notre pays, a-t-il dit, de produire du lait en poudre à travers 3 fermes intégrées dont la réalisation de la première débutera en octobre prochain par le fonçage de puits, la préparation du sol et autres opérations. Au terme de sa visite dans la wilaya de Skikda, le ministre a fait mention de l’accord stratégique de partenariat algéro-italien en vue de la réalisation, dans la wilaya de Timimoun,

d’un mégaprojet sur 36.000 hectares pour la production de céréales et de légumineuses, et dans le domaine de l’industrie agroalimentaire. Un projet, a indiqué M. Cherfa, qui permettra à notre pays de renforcer la production nationale en la matière. Le ministre a inspecté, dans le cadre de cette visite, une unité de transformation de tomates industrielles, fruit d’un investissement privé, faisant partie des 3 unités que compte la wilaya, et qui sont entrées en exploitation en 2016, avant de visiter, au sein de cette usine de transformation, une exposition de produits agricoles cultivés dans la wilaya de Skikda.

R E.

FILIÈRE AQUACOLE/TOUGGOURT

Les mesures incitatives et les avantages fiscaux explicités

Les mesures incitatives et les avantages fiscaux préconisés pour le développement des activités aquacoles ont été au centre d’une journée de vulgarisation tenue, mercredi à Tougourt, au profit des agriculteurs et promoteurs à l’initiative de la Direction de la Pêche et de l’aquaculture (DPA) de la wilaya d’El-Oued. Cette rencontre à laquelle ont assisté également des coopératives versées dans la filière aquacole a permis d’expliquer les mesures incitatives et les facilités fiscales contenues dans la Loi de finances de 2024, visant la promotion de l’investissement et la production aquacole, notamment en matière d’élevage du Tilapia du Nil, qui s’est vue accorder un soutien financier de 50 DA pour le kilogramme produit par les entreprises aquacoles ou aquaponiques, a affirmé le directeur de la DPA, Smail Benmoussa. Il s’agit entre autres mesures de promotion de cette filière, l’exonération fiscale, notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur le produit aquacole vendu et l’abaissement de cette taxe sur les activités de transformation de l’espèce du Tilapia du Nil. Les participants à cette rencontre se sont félicités de pareille initiative leur permettant de bénéficier des mesures d’encouragement de la filière susceptibles de contribuer à la réduction des charges et coûts de production, notamment celles liées à l’acquisition des aliments de poissons.

ALGÉRIE-RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Les opportunités d’investissement dans le domaine de l’énergie examinées

Le Secrétaire général du ministère de l’Energie et des Mines, Abdelkrim Aouissi s’est entretenu, mardi à Alger, avec le Secrétaire général du ministère de l’Industrie et du Commerce de la République Tchèque, Vladimir Mana, sur les opportunités et les potentialités d’investissement et de partenariat entre les deux pays dans le domaine de l’énergie et des mines, indique un communiqué du ministère. La rencontre s’est déroulée dans le cadre de la

visite de travail qu’effectue M. Mana en Algérie, à l’occasion de la participation de son pays à la 55e édition de la Foire internationale d’Alger (FIA), en présence de l’ambassadeur de la République Tchèque à Alger et de cadres des deux ministères, ajoute-t-on de même source. Cette réunion a permis l’examen des opportunités et des potentialités d’investissement et de partenariat, notamment dans les domaines des hydrocarbures, des énergies renouvelables et des mines,

selon le ministère. A cette occasion, le SG du ministère a appelé les sociétés tchèques à investir en Algérie qui dispose de nombreux avantages et atouts, à la faveur des nouvelles lois sur l’investissement et les hydrocarbures qui englobent plusieurs mesures incitatives et facilitations pour l’investissement. Il a également appelé à renforcer et à intensifier les échanges, en vue de mettre en place une feuille de route à même de déterminer les priorités des domaines de coopé-

ration et d’investissement dans les projets industriels, énergétiques et miniers en Algérie et en Afrique et à créer des partenariats mutuellement bénéfiques. De son côté, M. Mana a fait part de "la disposition et de l’intérêt de son pays à développer et à renforcer la coopération avec l’Algérie", à intensifier les concertations dans les domaines économique et commercial et à échanger les expertises, à même de hisser les relations entre les deux pays à des niveaux supérieurs.

TÉBESSA

40 participants à une exposition sur la production industrielle de la wilaya

Au total, 40 opérateurs activant dans différentes branches de l'industrie dans la wilaya de Tebessa, participent à une exposition sur la production industrielle, qui s'est ouverte mardi.

Cette exposition, organisée dans les galeries de l'Institut des mines de l'université Larbi-Tébessi, permet aux visiteurs de découvrir des produits des industries alimentaires, des matériaux de construction, du nettoyage, de la cosmétique, de l'ameublement, de la literie, des équipements de bureau et de l'artisanat.

L'événement, organisé par la direction du commerce et de la promotion des exportations sous le slogan "développement de la production = pilier de la promotion des exportations", vise à faire connaître et à promouvoir la production locale et nationale, préalablement à leur exportation vers les marchés internationaux, selon le directeur du commerce et de la promotion des exportations, Azzouz Bensedira.

Le même responsable a expliqué que ses services "s'emploient, à travers cette exposition, à rapprocher les producteurs spécialisés dans différentes industries, à promouvoir le partenariat entre eux et à multiplier les opportunités d'exportation vers les marchés internationaux", d'autant, a-t-il souligné, que la région de Tébéssa, wilaya frontalière, dispose d'un poste frontière dédié à l'exportation dans la zone de Bouchebka (commune d'El Houdjbet).

Le wali, Saïd Khalil, a déclaré, après avoir visité les différents pavillons de l'exposition et reçu des explications relatives aux processus de production, à la commercialisation et à l'exportation, ainsi qu'aux difficultés rencontrées par les industriels. Des difficultés, a souligné le chef de l'exécutif local, que les autorités de la wilaya s'emploient à résoudre en accompagnant les producteurs et les exportateurs afin d'impulser développement local. Le même responsable a exhorté les opérateurs économiques à se rapprocher de la commission d'écoute de la wilaya pour faire part de leurs préoccupations, d'autant que cette commission a été créée pour les accompagner, les soutenir et les aider à surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

CHLEF

La superficie dédiée à la tomate industrielle portée à 2.700 ha

La superficie dédiée à la tomate industrielle à Chlef a été portée durant la présente campagne agricole à 2.700 ha, avec une production prévisionnelle de 2,5 millions de qx, a-t-on appris mardi de la direction de wilaya des services agricoles (DSA).

La filière de la tomate industrielle a réalisé, cette année, ses objectifs d'extension de la superficie dédiée à cette culture, qui est passée de 2.100 ha en 2023 à 2.700 ha en 2024, avec une prévision de production de 2,5 millions de qx de tomates, a indiqué à l'APS, le chef du service production et d'appui technique à la DSA, Youcef Boudjeltia.

Il a noté que la maîtrise par les agriculteurs du domaine, des techniques de cette culture "est à l'origine d'une hausse du rendement à l'hectare, fluctuant cette année entre 800 et 1.000 qx/ha", soulignant que la campagne de récolte du produit a déjà été lancée au niveau de nombre d'exploitations agricoles, notamment celles conventionnées avec des unités de transformation de la wilaya de Blida qui ont commencé à réceptionner et à transformer le produit.

A noter que les capacités de transformation à Chlef sont estimées à 49.800 qx de tomates/Jour. L'unité de la wilaya entamera la réception du produit à partir du début juillet prochain, suivant le programme fixé en la matière.

Les premières opérations de collecte de la tomate industrielle à Chlef ont eu lieu dans la région Hechalif de la commune de Sobha, selon le constat fait sur place par l'APS, sachant que les prévisions de la DSA tablent sur une production "abon-



dante", au regard du rendement déjà obtenu estimé entre 800 et 1.000qx/ha. Les tomates récoltées sont collectées dans un nombre de points avant leur acheminement vers les unités de transformation conventionnées avec les agriculteurs. La wilaya de Chlef compte plus de 480 agriculteurs activant dans la filière de la tomate industrielle, tout en œuvrant à l'augmentation de la superficie dédiée à cette culture suivant les capacités de transformation disponibles, parallèlement à l'encouragement des activités associées

à la filière, dont le séchage de la tomate industrielle et son exportation, ainsi que l'introduction de nouvelles technologies dans cette culture.

La culture de la tomate industrielle à Chlef est concentrée dans les localités de Sobha, Boukadir, Oued Sly et Ouled Ben Abdelkader. Elle dispose aussi d'une unité de transformation privée d'une capacité estimée à 50.000 qx/Jour, avec possibilité de l'entrée en service "prochainement" d'une nouvelle chaîne de transformation, selon la même source.

CONSTANTINE

Plus de 600 logements publics locatifs à Zighoud Youcef

Au total, 688 logements publics locatifs (LPL) réalisés dans la commune de Zighoud Youcef (nord Constantine) seront distribués le 5 juillet prochain, a-t-on appris du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale, Fateh Mihoubi. Faisant partie d'un quota de 708 unités de la même formule dédiées à cette commune, ces

logements seront attribués aux bénéficiaires, à l'occasion de la célébration de la double fête de la jeunesse et de l'indépendance, a-t-il indiqué.

Le même responsable a déclaré que la distribution des logements restants (20 unités) est tributaire de l'achèvement des études des dossiers des personnes concernées.

Ce quota (688) dont le tirage au

sort a été effectué au début de cette semaine, est constitué de 665 habitations construites à la zone urbaine d'El Fedj et de 23 autres unités situées au lotissement 24 février, a-t-on précisé. Les travaux de réalisation des projets des aménagements extérieurs, de ces nouveaux sites urbains qui disposent de toutes les commodités nécessaires, ont été entièrement finalisés, en

attendant le parachèvement des dernières retouches liées à la voirie et aux réseaux divers (VRD), a-t-on fait savoir. Prés de 1340 LPL ont été attribués, ces dernières années, à leurs bénéficiaires dans la commune de Zighoud Youcef dont 330 logements en 2018, 300 durant l'an 2020 en plus de 708 programmés pour l'année 2024, selon la même source. (

Plus de 8000 enfants bénéficient du Plan Bleu de l'été 2024

Pas moins de 8.750 enfants de la wilaya de Constantine bénéficieront de séjours sur les plages de la wilaya de Skikda au titre du Plan bleu de la saison estivale 2024, placé sous le slogan "un été sûr", a-t-on indiqué, mardi, à la direction de la jeunesse et des sports (DJS).

Le premier groupe d'enfants résidant dans plusieurs communes de la wilaya de Constantine a pris la route depuis le complexe sportif Chahid-Hamlaoui, sous la supervision du wali, Abdelkha-

lek Sayouda.

Le directeur de la jeunesse et des sports, Lahcène Laâdjadj, a précisé que 250 voyages regroupant, chacun, 35 enfants et jeunes adolescents provenant d'associations, de structures de jeunesse et sportives, ont été programmés dans le cadre de ce Plan Bleu 2024.

En plus des séjours en bord de mer, des sessions de 5 journées récréatives bénéficieront à 360 enfants affiliés à 34 structures de jeunesse, qui pourront profiter des piscines de la ville de Constantine et

d'excursions vers différents sites archéologiques et touristiques, a ajouté le même responsable.

Par ailleurs, dans le cadre du jumelage et des échanges de jeunes entre les wilayas de Constantine, d'Oran et de Boumerdes, 50 enfants ont été sélectionnés pour deux sessions de séjours au bord de la Méditerranée, tandis que 300 autres enfants de travailleurs des collectivités locales bénéficieront de vacances au camp d'été "El Wafa" désigné par la DJS à El Kala (El Tarf).

DE LA PERFORMANCE A LA ROBUSTESSE ET INVERSEMENT

Révolutions silencieuses

« Ce sont nos habitudes qui construisent les crises. »[1]

Pour faire face à la polarisation mondiale du marché du travail manufacturier, au laminage des classes moyennes, selon l'économiste du développement de renommée mondiale Dani Rodrik, il n'y a pas d'autre solution que celle d'investir et d'élever la productivité dans les services, autrement dit dans le travail le moins qualifié.

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

« Les changements technologiques ont rendu l'industrie manufacturière intensive en compétences et en capital, et de moins en moins absorbante en termes de main-d'œuvre. L'efficacité de l'industrialisation en tant que stratégie de croissance s'en est trouvée amoindrie »[2]. Il faudrait investir à la fois dans les compétences et dans le travail non qualifié. Dans les compétences et le capital pour l'industrie et le marché mondial et dans les services et le travail non qualifié pour l'économie domestique. La diffusion de la productivité dans le corps social doit être relativement égale afin qu'une répartition équitable puisse exister. Pratiquement c'est investir dans les machines-outils, les outils numériques des petites entreprises. Pour ce faire, il n'y a pas d'autre solution à notre avis que de remettre en cause les dichotomies entre nature et culture, État et société, civil et militaire, économie et politique, capital et travail, offre et demande, le rapport extractif et prédateur de la société à la nature, du militaire au civil, du capital au travail. Au départ du processus de transformation de préférence, mais plus certainement à son terme, les dispositions favorables ou réticentes des sociétés en décidant. Ces dichotomies mettent dans l'impasse le monde où ces dichotomies se sont fortement ancrées. La décroissance que les sociétés subissent, démographique et/ou économique, va conduire à une réduction des droits qu'ils soient civils, économiques ou sociaux. Les classes moyennes inférieures et les classes populaires vont s'appuyer sur des extrêmes du fait de la dichotomie du travail et du capital, mais elles ne pourront pas résister à cette réduction des droits. La seule différence se rapportera à la manière dont les sociétés pourront supporter une telle réduction. Une réduction pilotée par le capital ou par le travail, mais qui ne pourra être le fait que d'un compromis entre capital et travail. Quel compromis s'imposera-t-il, est donc la bonne question.

Robustesse et performance

« Les rapports scientifiques convergent pour qualifier le XXI^e siècle : il sera fluctuant. Notre seule certitude, c'est le maintien et l'amplification de l'incertitude. Face à ces turbulences, le contrôle,

l'optimisation ou la performance nous enferment dans une voie étroite très fragile. La robustesse – c'est-à-dire maintenir le système stable malgré les fluctuations – est la réponse opérationnelle aux turbulences. »[3] Je n'opposerais pourtant pas de la même manière que l'auteur performance et robustesse, je dirai plutôt que dorénavant la robustesse sera la condition de la performance. On ne conçoit pas la performance indépendamment d'un contexte. Dans un contexte instable, la performance suppose la robustesse. Comment maintenir la stabilité d'un système quand celui-ci tend à laminer les classes moyennes, à se polariser, à créer deux sociétés, l'une fortement qualifiée attirant les investissements, une autre déqualifiée subsistant dans l'informel ? La réponse qu'a donnée Dani Rodrik a été la suivante : « L'avenir des pays en développement réside dans les services. L'amélioration de la productivité dans les services à forte intensité de main-d'œuvre en particulier doit être une priorité essentielle, à la fois pour des raisons de croissance et d'équité. »[4] Pour répondre au défi social, il faudra investir dans le travail non qualifié en mettant en cause la dichotomie du travail et du capital. Investissement du capital dans le travail, dans la qualification du travail en général et non dans la seule accumulation du capital. Il faut remettre le capital dans le travail et non les séparer. Le capital n'est que du travail accumulé. Il faudra faire face en même temps au défi écologique. La productivité ici doit prendre la direction de l'investissement dans la nature, remettre en cause la dichotomie entre la nature et de la société, entre le capital et le travail ; la culture ne doit plus être culture de la culture, mais culture de la nature, non plus accumulation du capital par et pour le capital, mais par et pour le travail humain et non humain. Car l'on sait aujourd'hui que l'industrie manufacturière a perdu sa capacité de créer des emplois. « Il est bien établi que l'innovation dans l'industrie manufacturière a pris une forme essentiellement axée sur les compétences, réduisant la demande de travailleurs ayant un niveau d'éducation relativement faible »[5]. « L'industrie manufacturière n'est plus l'accélérateur de croissance qu'elle était autrefois ». « Les entreprises productives et principalement de grande taille ne créent essentiellement aucun emploi, tandis que les entreprises manufacturières qui absorbent la main-d'œuvre sont principalement petites, informelles et stagnantes sur le plan pro-

ductif »[6]. « Dans les années à venir, l'industrie manufacturière ne sera pas en mesure d'absorber les nouvelles recrues de la population active, là où celle-ci continue de croître rapidement (comme dans les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne), ni de créer des emplois plus productifs pour ceux qui sont déjà cantonnés dans les petits services. »[7] Il n'y a pas d'autre solution aujourd'hui pour créer des emplois que les services, affirme Dani Rodrik, mais l'affaire ne peut s'appuyer sur des modèles de réussite existants. « Nous nous trouvons toutefois face à un dilemme. Nous ne savons pas grand-chose sur la manière d'augmenter la productivité dans les services qui absorbent de la main-d'œuvre. ... tels que le commerce de détail, les soins, les services personnels et publics, où nous n'avons eu qu'un succès limité, en partie parce que ces services n'ont jamais été un objectif explicite des politiques de développement productif. »[8] Accroître la productivité dans les services qui absorbent la main d'œuvre, c'est rendre les producteurs capables de rendre de plus nombreux services ou plus d'un même service. On ne pourra pas investir dans les services si l'épargne ne prend pas une telle direction, autrement dit si la coopération sociale en vue d'un tel objectif n'est pas celui d'une politique explicite. Le souci des classes subalternes doit exister dans les classes supérieures. La productivité doit progresser dans l'ensemble de la société, de bas en haut et de haut en bas, pour relever le défi social et obtenir une répartition équitable. Les préférences collectives que Dani Rodrik n'a pas l'air de prendre en considération doivent aller vers la préservation d'une certaine indifférenciation sociale. La différenciation sociale doit se protéger d'une dynamique dans laquelle n'opère pas une certaine indifférenciation sociale, dans laquelle une tendance voudrait séparer capital et travail, antagoniser les rapports d'appropriation et rompre le continuum social. Pour ce faire, c'est tout le mouvement de désolidarisation du travail qualifié du travail non qualifié, de divorce entre les classes supérieures et les classes inférieures qu'il faut interrompre.

Autonomie et intégration

Pour ce faire, l'État ne doit pas être au service d'une classe, mais à celui de toute la société. L'État doit être dans la société et la société dans l'État de telle sorte que leur coopération soit réelle. Le

sociologue Peter Evans qui a étudié les rapports de l'État et de la société dans le secteur des technologies de l'information au Brésil, en Inde, en Corée du Sud et au Zaïre, distingue les États développementalistes et les États prédateurs. Il parle d'« embeddness autonomy » (autonomie intégrée) pour expliquer la réussite des politiques industrielles de la Corée et l'échec de celles de l'Inde et du Brésil. « Comment caractériser les variations de la structure de l'État et des relations entre l'État et la société ? Ma stratégie a consisté à commencer par construire deux types idéaux historiquement fondés : l'État prédateur et l'État développementaliste. Les États prédateurs n'ont pas la capacité d'empêcher les individus en place de poursuivre leurs propres objectifs. Les liens personnels sont la seule source de cohésion et la maximisation individuelle prime sur la poursuite d'objectifs collectifs. Les liens avec la société sont des liens avec les titulaires individuels, et non des liens entre les électeurs et l'État en tant qu'organisation. En bref, les États prédateurs se caractérisent par une absence de bureaucratie telle que Weber l'a définie. L'organisation interne des États développementalistes est beaucoup plus proche d'une bureaucratie webérienne. Le recrutement méritocratique hautement sélectif et les récompenses de carrière à long terme créent un engagement et un sentiment de cohérence au sein de l'entreprise. La cohérence de l'entreprise confère à ces appareils une certaine forme d'"autonomie". Ils ne sont cependant pas isolés de la société comme Weber l'a suggéré. Au contraire, ils sont ancrés dans un ensemble concret de liens sociaux qui lient l'État à la société et fournissent des canaux institutionnalisés pour la négociation et la renégociation permanentes des objectifs et des politiques. »[9] « L'État indien échoue parce qu'il est relativement peu intégré et qu'il lui est donc difficile d'acquiescer des informations adéquates sur la manière d'agir et d'obtenir un retour d'information fiable sur ses erreurs. L'État brésilien échoue parce que son appareil administratif n'est pas suffisamment rationalisé et prévisible. L'État coréen, en revanche, est capable de mener des politiques prévisibles et efficaces, tout en étant responsable. »[10]

(*)Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

Notes

1] Dennis Meadows en 2022, auteur principal du rapport au club de Rome (1972) les limites de la croissance. Cité par Olivier Haman. Antidote au culte de la performance. Gallimard, 2023.
[2] D. Rodrik (2024), A new growth strategy for the developing countries.
https://drodrik.scholar.harvard.edu/sites/scholar.harvard.edu/files/dani-rodrik/files/a_new_growth_stra-

[tegry_for_developing_nations.pdf](https://drodrik.scholar.harvard.edu/sites/scholar.harvard.edu/files/dani-rodrik/files/a_new_growth_stra-)
[3] Olivier Haman, op. cit..
[4] Rodrik D, Sandhu R. Servicing Development: Productive Upgrading of Labor-Absorbing Services in Developing Economies. Reimagining the Economy. Policy Paper; 2024. Copy at <https://tinyurl.com/ythn43tg>
[5] Ibid.
[6] Ibid.

[7] Ibid.
[8] Ibid.
[9] Peter Evans. Embedded autonomy. Princeton University Press. 1995
[[10] Wright, Erik Olin (1996). Review of Peter Evans, Embedded Autonomy. Contemporary Sociology, 25 (2), 176-179. <https://n2t.net/ark:/13683/paqp/rVp>

GRÂCE À UN PROJET
DE 8,2 MILLIARDS DE
DOLLARS

Dubaï va renforcer son système de drainage des eaux de pluie

Dubaï va dépenser 30 milliards de dirhams (8,2 milliards de dollars) pour renforcer son système de drainage des eaux de pluie après que la ville du Golfe a été frappée en avril par les pluies diluviennes les plus fortes enregistrées aux Émirats arabes unis depuis 75 ans. Dubaï, largement considérée comme le centre touristique et commercial du Golfe, a été paralysée par les pluies, qui ont endommagé les routes, les magasins et les habitations, et contraint l'aéroport international de Dubaï, l'un des plus fréquentés au monde, à réduire considérablement sa capacité d'accueil. Le chaos a fait quatre morts et a soulevé des questions sur la manière dont Dubaï pourrait faire face à des événements météorologiques extrêmes à l'avenir. Les chercheurs prévoient que le changement climatique entraînera une hausse des températures, une augmentation de l'humidité et un risque accru d'inondations dans certaines parties de la région du Golfe, ce qui incitera les pays à trouver de nouvelles solutions. Le projet, dont le nom de code est "Tasreef", devrait être achevé d'ici à 2033. Il couvrira toutes les zones de l'émirat, ce qui lui permettra d'être "prêt à faire face aux futurs défis liés au climat" et de répondre à ses "besoins pour les cent prochaines années", a déclaré le cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, le dirigeant de Dubaï, lundi en fin de journée. L'infrastructure augmentera de 700 % la capacité du système de drainage des eaux de pluie de Dubaï, qui atteindra ainsi plus de 20 millions de mètres cubes d'eau par jour. Il s'agira de l'un des plus grands projets de collecte des eaux de pluie de la région, selon le bureau des médias de Dubaï. Ce projet s'inscrit dans la continuité des projets de drainage lancés en 2019, couvrant les zones sud d'Expo, Jebel Ali et Al Maktoum International Airport City, qui devrait accueillir le plus grand aéroport du monde avec une capacité de 260 millions de passagers, soit cinq fois la taille de Dubaï International.

MAURITANIE

Lancement à Nouakchott de financements d'un paquet de projets destinés à l'emploi des jeunes

Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a supervisé, au Palais des congrès de Nouakchott, le lancement de financements de centaines de projets de développement visant à renforcer le potentiel des jeunes en matière d'emploi.

Au cours de la cérémonie organisée à cet effet, le Président de la République a remis des chèques symboliques de financement à certains jeunes porteurs de projets, marquant ainsi le début de l'octroi de financements pour une nouvelle vague de projets destinés aux jeunes dans le cadre des programmes "Mon Projet, Mon Avenir", "Employabilité des jeunes" et "Mihnati". La quatrième édition du programme "Mon Projet, Mon Avenir", organisée sous le slogan : "Faisons confiance à notre jeunesse, pour un avenir prospère", fournira des financements à 2000 porteurs de projets, avec un budget de 2,3 milliards MRU, s'y ajoute les dizaines de financements qui seront lancés dans le cadre des projets "Employabilité des jeunes" et "Mihnati". Par ailleurs, le Président de la République a donné le coup d'envoi pour l'appel à candidature des Halles d'entreprises et de la cinquième édition du programme "Mon Projet, Mon Avenir", qui ouvriront de nouvelles perspectives pour l'emploi et renforceront le rôle de développement des jeunes dans divers secteurs économiques. Ces programmes de développement destinés aux jeunes, mis en œuvre par le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, vont en harmonie avec la politique générale du gouvernement visant à créer des opportunités d'emploi, à valoriser les potentialités économiques dans les différentes régions du pays, et à offrir aux jeunes des financements et un soutien aux porteurs de projets et d'activités génératrices de revenus ainsi que pour les petites et

moyennes entreprises. Ils incluent également la formation des jeunes et leur accompagnement sur le plan du leadership, en portant une attention particulière aux groupes vulnérables et en orientant des projets de développement spécifiques à leur niveau d'éducation et à leur environnement de travail. La cérémonie a été également marquée par la projection d'un film dressant le bilan d'actions du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle au cours des cinq dernières années, présentant l'effectif des jeunes bénéficiaires des programmes d'emploi, les budgets alloués à leurs projets, les formations fournies par le département et leurs domaines, ainsi que leur rôle dans l'encadrement des jeunes et leur accès au marché de l'emploi. Dans son discours, la ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Madame Zeinebou Mint Ahmednah, a souligné que l'émancipation et le renforcement des capacités des jeunes ont constitué la pierre angulaire du programme "Taahoudaty" du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, que le gouvernement a mis en œuvre à travers des stratégies ambitieuses. Elle a ajouté que depuis 2019, le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle a lancé des programmes et des projets visant à améliorer l'employabilité des jeunes et développer l'entrepreneuriat, lesquels ont été renforcés par la création du Fonds national pour l'emploi, sur instruction du Président de la République, permettant de mobiliser des ressources

pour les programmes "Mon Projet, Mon Avenir", "Mihnati" et "Amélioration de l'Employabilité des Jeunes". Ce fonds, explique-t-elle, a permis, au cours des trois premières éditions de "Mon Projet, Mon Avenir", de mobiliser plus de 4,7 milliards MRO pour financer 2798 entrepreneurs, créant ainsi 8365 emplois directs, relevant que la quatrième édition actuelle a permis de sélectionner 2000 projets. La ministre a également précisé que le programme "Mihnati" a renforcé les compétences de 2500 stagiaires dans les métiers en milieu urbain et organisé des campagnes visant la reconversion de jeunes souhaitant améliorer leur employabilité. "En octobre dernier, un programme d'organisation et de valorisation des métiers en milieu urbain a été lancé en partenariat avec le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, se focalisant sur les professions les plus sollicitées sur le marché du travail, et bénéficiant à 720 professionnels à Nouakchott lors de sa première phase cette année", a-t-elle noté. La ministre a également ajouté que l'Agence nationale de l'emploi a créé 13 666 emplois à travers ses différents programmes et se prépare au lancement d'une nouvelle série de programmes pour promouvoir l'entrepreneuriat local, en particulier parmi les femmes et les personnes handicapées, avec des opportunités de formation dans le cadre du programme d'amélioration de l'employabilité.

UE-TUNISIE

Un partenariat stratégique, qui s'approfondit et s'élargit

La Tunisie et l'Union européenne entretiennent des relations depuis des décennies. Les fondations de ce partenariat n'ont cessé de se renforcer, offrant des opportunités prometteuses pour le développement mutuel et la coopération bilatérale. Cette forte interconnexion économique est soutenue par des liens étroits entre les entreprises des deux régions et une importante diaspora tunisienne en Europe. Ce partenariat économique continue de s'intensifier, offrant des perspectives prometteuses pour une collaboration renforcée et un développement économique durable dans les deux régions. Une référence dans la politique de voisinage de l'UE, Tunis et Bruxelles sont liés par un partenariat stratégique construit sur un socle solide de valeurs et de vision. Les échanges économiques, financiers et

commerciaux sont autant d'éléments qui illustrent également la dimension concrète du partenariat UE-Tunisie. A l'issue des travaux du TIF 2024, un protocole d'accord sur un «Partenariat stratégique pour soutenir l'investissement dans les énergies renouvelables et assurer l'approvisionnement stratégique en énergie» a été signé entre la Tunisie et l'Union européenne (UE). En effet, 472,6 millions d'euros ont été alloués, dont 334,6 millions d'euros sous forme de subventions de l'UE, pour soutenir le projet d'interconnexion électrique entre l'Italie et la Tunisie (Elmed) qui vise à améliorer la sécurité énergétique et la stabilité économique en Afrique du Nord. Ce projet d'interconnexion électrique contribuera au renforcement de la coopération dans le domaine énergétique entre la Tunisie et l'Italie à une échelle plus large et à la réalisation de l'intégra-

tion entre les marchés de l'électricité en Afrique du Nord et en Europe. Lors des travaux du TIF 2024, une édition spéciale intitulée « EU-Tunisia Business Forum » était une opportunité renouvelée pour mettre en exergue la vivacité et la profondeur du partenariat de la Tunisie avec l'UE, ses Etats membres, leurs agences de coopération technique et financière ainsi qu'avec les banques multilatérales de développement. Cette session était également l'occasion de mettre en évidence les avantages compétitifs de la Tunisie en tant que destination et plateforme stratégique pour l'investissement et le partenariat gagnant-gagnant, notamment dans les secteurs porteurs à haute valeur ajoutée, et de présenter les opportunités disponibles, particulièrement dans le domaine de l'économie verte, des énergies renouvelables

CÔTE D’IVOIRE

Le FMI s’apprête à décaisser 570 millions \$ supplémentaires

La Côte d’Ivoire bénéficie de deux programmes financiers soutenus par le FMI d’un montant total de 4,8 milliards \$. A l’issue de la deuxième revue de ces accords, les équipes du Fonds ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats obtenus.

La Côte d’Ivoire obtiendra un prêt d’environ 570 millions \$ du Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre des programmes économiques en cours. L’annonce a été faite le lundi 24 juin 2024, à l’issue d’une évaluation réalisée par l’institution. Ce décaissement, qui sera soumis à l’approbation du conseil d’administration du Fonds, s’inscrit dans le cadre de la deuxième revue de l’accord mixte au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité élargie de crédit (FEC) ainsi que de la première revue de l’accord au titre de la facilité de résilience et de durabilité (FRD). Selon le FMI, la mise en œuvre de ces programmes a été « solide jusqu’à présent, tous les critères de réalisation pour fin décembre et les repères structurels pour fin décembre et fin mai étant respectés ». Malgré un environnement extérieur diffi-

cile, la Côte d’Ivoire a démontré une croissance économique résiliente en 2023. Selon les prévisions du Fonds, la croissance économique devrait atteindre 6,5%, cette année. L’inflation devrait diminuer et rester dans la fourchette cible de la BCEAO à partir de fin 2024, tandis que le déficit budgétaire devrait se consolider pour atteindre 4 % du PIB. Au titre des recommandations, le FMI a appelé l’Etat ivoirien à poursuivre ses programmes de réformes pour préserver la stabilité macroéconomique et engager une transformation économique profonde conformément au Plan de développement national 2021-2025. L’accent est également mis sur la nécessité d’une plus grande résilience climatique, notamment à travers des réformes d’adaptation et d’atténuation. « L’engagement continu des autorités en faveur des réformes dans le cadre des deux

programmes devrait soutenir la transformation de la Côte d’Ivoire vers le statut de pays à revenu intermédiaire supérieur à moyen terme et renforcer sa résilience au changement climatique », a souligné le FMI. Pour rappel, la Côte d’Ivoire et l’institution de Bretton Woods ont conclu en mai 2023, un programme financier au titre des accords mixtes MEDC/FEC d’un montant global de 3,5 milliards de dollars, visant à soutenir les efforts des autorités ivoiriennes à préserver la stabilité macroéconomique et à créer un espace budgétaire pour les dépenses sociales essentielles, la sécurité et les besoins d’investissement. La FRD quant à elle, d’une enveloppe de 1,3 milliard \$ approuvée en mars dernier, a pour objectif de soutenir la stratégie de l’Etat ivoirien de passer au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, d’ici 2030.

CUIVRE

65% des nouvelles réserves mondiales identifiées en 2023 sont en RDC

Ivanhoe Mines Limited à l’origine de cette performance a continué d’explorer cette année 2024. La RDC peut devenir le premier fournisseur d’une ressource dont l’offre est inférieure à la demande, ce qui assure des perspectives de revenus supplémentaires pour le pays. La République démocratique du Congo (RDC) concentre 65 % des nouvelles annonces des réserves de cuivre identifiées dans le monde en 2023, selon un rapport de S&P Global Market Intelligence récemment obtenu par l’Agence Ecofin. Ce positionnement est le fait d’Ivanhoe Mines Ltd, qui en novembre 2023, a indiqué avoir dé-

couvert « des ressources inférées et indiquées de 267 millions de tonnes contenant 4,96 millions de tonnes de cuivre » sur un de ses gisements dans le pays. L’entreprise a débuté en janvier 2024 de nouvelles opérations de forage, financées par une partie des 575 millions de dollars canadiens (420,8 millions \$) mobilisés en 2023 dans le cadre d’un emprunt par placement privé. Ces différentes annonces interviennent dans un contexte où le volume de nouvelles réserves de cuivre identifié en 2023 (7,6 millions de tonnes) est le plus faible depuis 2019, tandis que la demande mondiale continue de progresser.

Selon des données publiées en juin par l’Agence internationale de l’Energie, cette disparité entre l’offre et la demande devrait persister jusqu’en 2050. L’institution anticipe qu’une transition énergétique optimale (net zéro) nécessitera 40,7 millions de tonnes de cuivre en 2040, alors que l’offre disponible ne sera que de 14,8 millions de tonnes pour le cuivre brut et de 30 millions de tonnes pour le cuivre transformé. Avec un repli de nouvelles identifications de réserves en Amérique Latine, et la demande croissante de cuivre, notamment pour la transition énergétique, la RDC tient une opportunité de devenir le pre-

mier fournisseur mondial de cuivre brut devant le Chili qui domine encore sur ce segment. Rappelons que le cuivre, le zinc et le cobalt génèrent 90 % des revenus d’exportation de la RDC. D’un point de vue macroéconomique, une possible augmentation de la production, doublée d’un niveau élevé des prix soutenus par une demande plus importante que l’offre, devrait garantir une croissance des revenus pour le gouvernement congolais. Cependant, la traduction budgétaire de ce potentiel dépendra de l’évolution des prix et de la capacité du gouvernement à maximiser les retombées de la rente minière.

AFRIQUE DU SUD

Vodacom annonce un investissement de 22 millions \$

Vodacom multiplie les investissements pour accélérer la couverture de son réseau dans toutes les régions en Afrique du Sud. En 2023, l’entreprise a annoncé qu’elle investira 60 milliards de rands dans le pays en l’espace de cinq ans. La société télécoms Vodacom a annoncé la semaine dernière qu’elle investira 400 millions de rands (22 millions \$) dans ses activités dans les provinces de l’Etat libre et du Cap-Nord (Vodacom Central Region) au cours de l’exercice financier 2024-2025. La société entend améliorer la capacité et la résilience de son réseau tout en étendant sa couverture en particulier dans les zones rurales profondes. L’opérateur télécom prévoit de consacrer 250 millions de rands à des projets de réseau d’accès radio. 150 millions de rands sont prévus

pour le financement de la transmission qui comprend le déploiement de micro-ondes et de fibre optique pour la capacité ainsi que les mises à niveau. L’investissement annoncé dans la région pour l’exercice 2024-2025 porte à environ 1,2 milliard de rands les investissements de Vodacom sur les trois dernières années. Cela s’inscrit dans le cadre de la vision à long terme de l’opérateur d’étendre son réseau télécoms à l’ensemble du territoire sud-africain. En 2023, l’entreprise a annoncé qu’elle investira 60 milliards de rands dans le pays en l’espace de cinq ans. Ces différents investissements devraient permettre à Vodacom d’améliorer la qualité et la couverture de son réseau. Ces zones renferment des milliers de potentiels abonnés télécoms qui permettront à l’opérateur de renfor-

cer sa position de leader sur le marché télécoms national face à la concurrence menée par MTN, Telkom, Rain, Cell C. La société se doit également de maintenir son réseau en activité et de garantir la fourniture continue de services de qualité aux abonnés dans un contexte de crise énergétique. « Notre objectif est de donner à nos clients l’accès à un réseau de qualité supérieure, ce que nous faisons en ajoutant de nouveaux sites et en modernisant notre réseau. Nous avons l’intention d’utiliser ce déploiement de réseau pour aider chaque communauté que nous servons à faire partie de l’ère numérique et à récolter les fruits de la numérisation », a déclaré Evah Mthimunye, directrice générale de Vodacom Central Region.

MADAGASCAR

La filière volaille autorisée à importer 26 000 tonnes de maïs

Madagascar, le maïs est la deuxième céréale la plus consommée après le riz. La faiblesse de la production locale affecte la disponibilité de la céréale pour l’alimentation animale. A Madagascar, le ministère de l’Agriculture et de l’Élevage vient d’approuver l’importation à titre exceptionnel de 26 000 tonnes de maïs au profit de l’Interprofession aviaire du pays (IPA). Selon les informations relayées par le quotidien local 2424.MG, le 25 juin, ce stock sera exclusivement consacré à la fabrication de provende pour assurer l’alimentation des volailles. Ce feu vert donné par le gouvernement intervient à la suite d’une requête formulée par les membres de l’IPA afin de faire face à la hausse des prix du maïs enregistrée ces dernières semaines sur le marché local. D’après les médias locaux, le kilogramme de maïs s’échangeait entre, 1550 et 1600 ariarys (0,34 et 0,35 \$) en début juin contre un tarif compris entre 1 250 et 1 300 ariarys (0,27 et 0,29 \$) début mai, affichant ainsi une hausse de 23 % en l’espace d’un mois. Déplorant le fait que le maïs est acheté à bas prix auprès des producteurs et revendu à des tarifs exorbitants aux consommateurs, l’IPA redoute que le prix de la céréale atteigne 3 000 ariarys (0,67 \$) le kilo d’ici octobre ou novembre prochain sans l’intervention des autorités. Plus largement, cette situation est à mettre en lien avec la faiblesse de l’offre locale. D’après le Département américain de l’agriculture (USDA), la production malgache de maïs oscille autour de 220 000 tonnes par an alors que la consommation annuelle de la céréale s’élève à près de 230 000 tonnes sur la Grande île. Selon les données officielles, environ 40 % de la production locale de maïs est commercialisée sous forme de matière première pour l’alimentation animale.

BOURSES ASIATIQUES

Tokyo porté par le Nasdaq, Hong Kong freinée par les tensions géopolitiques

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse mercredi, soutenue par la tech après le rebond du Nasdaq la veille à New York mais prudente face aux incertitudes concernant l'économie américaine, tandis que Hong Kong était freinée par les inquiétudes géopolitiques. L'indice vedette Nikkei de la capitale nippone a gagné 1,26% à 39.667,07 points et l'indice élargi Topix a progressé dans une moindre mesure de 0,56% à 2.802,95 points.

A Hong Kong, l'indice Hang Seng évoluait en légère hausse (+0,2% vers 06H30 GMT), alors que l'élan provoqué par l'autorisation de nouveaux jeux vidéo en ligne par Pékin était tempéré par des inquiétudes quant à la reprise économique en Chine. La crainte d'une aggravation des tensions internationales pesait également, après l'annonce par les autorités canadiennes de leur intention d'imposer des droits de douane sur les véhicules électriques et les batteries fabriquées en Chine, emboitant ainsi le pas aux États-Unis et à l'Union européenne. La Bourse de Wall Street avait connu mardi une clôture mitigée, le Dow

Jones reculant après un indicateur montrant le pessimisme accru des consommateurs aux États-Unis pour les mois à venir et des commentaires de responsables de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice d'inflation aux États-Unis PCE pour mai, attendu vendredi, sera ainsi scruté de près, après que la gouverneure de la Fed Michelle Bowman s'est dite ouverte à une hausse des taux de l'institution si l'inflation ne cesse pas de progresser. «La publication jeudi de données macroéconomiques clés (comme les commandes de biens durables aux États-Unis, NDLR) pourrait introduire de la volatilité sur le marché» américain, ont commenté des

courtiers du site AlgoTradeAlert.com dans une note. Au Japon, la rechute du yen non loin du seuil de 160 yens pour un dollar ravivait le spectre d'une nouvelle intervention du gouvernement nippon sur le marché des changes, après celles de fin avril et début mai, certains analystes pensant toutefois que Tokyo attendra l'indice PCE avant toute décision. Une partie des économistes estime par ailleurs que la Banque du Japon (BoJ) procédera le mois prochain à une hausse de taux, resserrant ainsi l'écart avec les politiques monétaires européennes et américaines qui pèse sur la devise japonaise. Les valeurs technologiques nippones ont repris de l'entrain mercredi dans le sillage du fort rebond du géant

américain des semi-conducteurs Nvidia, figure de proue de l'intelligence artificielle, après trois séances de chute. Le secteur des puces s'est montré guillemet, Advantest bondissant de 7,01% tandis que Tokyo Electron a gagné 3,63% et Screen Holdings 2,07%. Le yen reculait par rapport au dollar, qui valait 159,84 yens vers 06H30 GMT contre 159,70 yens mardi à 21H00 GMT. Le cours euro/yen était stable, à un euro pour 171,04 yens. Et la monnaie européenne cotait à 1,0701 dollar, contre 1,0710 dollar mardi. Le pétrole était dans le vert: vers 06H20 GMT le baril de WTI américain s'appréciait de 0,62% à 81,33 dollars et celui de Brent de la mer du Nord prenait 0,59% à 85,51 dollars.

Le CAC 40 cède du terrain ; nouveau feuilleton chez Atos

Les marchés européens, bien orientés à l'ouverture, s'inscrivent désormais sans direction claire. Entre prudence et nervosité, les investisseurs vont prendre connaissance d'ici la fin de semaine de deux statistiques majeures : la première estimation de l'inflation de juin en zone euro (demain) et l'indice PCE (vendredi) aux États-Unis. La saga Atos se poursuit avec l'annonce d'un nouveau rebondissement concernant sa restructuration financière : le retrait de OnePoint et le retour de Daniel Kretinsky. Le CAC 40 cède 0,10% à 7654 points tandis que l'EuroStoxx 50 gagne 0,30% à 4950 points. Volkswagen (-1,17% à 105,03 euros) affiche la plus forte baisse de l'indice Eurostoxx 50 ce mercredi, après avoir annoncé une contreprise détenu à parité avec l'américain Rivian dans le domaine des véhicules électriques. Le groupe allemand investira jusqu'à 5 milliards de dollars. Jefferies relève que cet investissement dans Rivian entraîne une réduction des

prévisions de flux de trésorerie net pour 2024 à 2,5-4,5 milliards d'euros. Le broker reste cependant à l'achat sur le titre du constructeur allemand avec un objectif de cours de 150 euros. La saga Atos a connu un nouveau rebondissement. Le consortium mené par Onepoint a mis fin aux négociations alors que leur offre de restructuration financière avait été choisie il y a 15 jours au détriment de celle de l'homme d'affaires Daniel Kretinsky. Ce dernier a proposé de reprendre les discussions avec la société et ses créanciers financiers. Atos a aussi reçu de la part du comité représentatif de ses créanciers obligataires une proposition globale de restructuration financière tenant compte de la décision de Onepoint. En Bourse, l'action Atos reste volatile et perd 1,46% à 1,181 euro. Bouygues (-2,01% à 30,69 euros) ferme la marche de l'indice phare de la place parisienne. JP Morgan, qui maintient sa recommandation à Surpondérer sur le titre, a revu à la baisse son objectif

de cours, passant de 49 à 48 euros. Le broker a indiqué avoir réduit ses estimations de bénéfices pour Bouygues dans les secteurs des télécommunications et de l'immobilier. Les chiffres macroéconomiques du jour En juin 2024, la confiance des ménages se replie selon l'Insee. À 89, l'indicateur qui la synthétise, calculé à partir des réponses des ménages (essentiellement reçues avant le 10 du mois), baisse d'un point et reste bien au-dessous de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2023). En juin 2024, l'opinion des ménages sur leur situation financière personnelle passée et future est quasiment inchangée par rapport au mois précédent. Aux États-Unis, les données sur les ventes de logements neufs en mai seront publiées à 16h. Elles seront suivies à 16h30 par celles sur l'évolution hebdomadaire des stocks de pétrole. A la mi-séance, l'euro cède 0,21% à 1,0691 dollar.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Juin 2024					
Valeur : 28 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5729	134.5879
1	EUR	EURO		143.8988	143.9687
1	GBP	POUND STERLING		170.4749	170.5587
100	JPY	JAPANESE YEN		84.1501	84.1753
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5194	18.5217
1	CHF	SWISS FRANC		150.1092	150.1929
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.4728	98.4910
1	DKK	DANISH KRONE		19.2936	19.2985
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7937	12.7968
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6895	12.6941
1	AED	UAE DIRHAM		36.6324	36.6465
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8698	35.8758
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.7770	438.9690
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.5765	43.0045
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5511	13.5526
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4919	27.6327
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5433	3.5437
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.2122	177.2122

POINT-MARCHÉS

L'Europe rebondit avec la «tech» en attendant l'inflation américaine

Les principales Bourses européennes sont orientées à la hausse mercredi en matinée avec le rebond de Nvidia qui tire le segment des nouvelles technologies en Europe. A Paris, le CAC 40 prend 0,45% à 7.697,11 points vers 07h50 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,38% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,88%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,75%, le FTSEurofirst 300 de 0,53% et le Stoxx 600 de 0,58%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,05% pour le Dow Jones, de 0,20% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,38% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance où le secteur des technologies a soutenu ce dernier indice. Nvidia a enregistré

mardi à Wall Street une hausse de près de 7%, mettant fin à trois séances de repli qui ont effacé environ 430 milliards de dollars de capitalisation boursière. Le compartiment européen des nouvelles technologies gagne 1,53%, avec ASML (+1,03%), ASMI (+1,21%), ou encore STMicroelectronics (+0,30%). Au-delà du regain de forme des valeurs liées à l'intelligence artificielle, les investisseurs attendent surtout la publication vendredi de l'indice des prix PCE aux États-Unis, mesure préférée de l'inflation par la Réserve fédérale américaine. "La grande trajectoire sur la désinflation reste intacte, mais le dernier kilomètre a été semé d'embûches

et difficile à parcourir", note Selena Ling, stratège chez OCBC, faisant référence aux doutes pour ramener durablement l'inflation aux États-Unis à 2%. Plusieurs responsables de la Fed, dont Lisa Cook, ont invité mardi à la patience quant à une baisse des taux directeurs alors que le marché anticipe actuellement une réduction de 47 points de base des taux cette année, avec une probabilité de 66% pour un premier assouplissement en septembre. Sur le front politique en France, où un débat de près de deux heures a opposé mardi soir les trois chefs de file des principales coalitions en vue des élections législatives, la prime de risque entre le Bund allemand et l'OAT à dix ans est tou-

jours à un niveau élevé, avec un spread au-dessus de 70 points de base. Pour certains investisseurs, une victoire de l'alliance de gauche pourrait représenter un risque plus important que celui de l'extrême droite. Dans l'actualité des entreprises, Atos est volatil, prenant désormais 1,66% après un plongeon de 8,1% à l'ouverture. Le groupe a annoncé mercredi avoir reçu une proposition globale de restructuration financière révisée de ses créanciers prenant en considération la fin des discussions avec Onepoint, Butler Industries et Econocom. Airbus, qui a chuté mardi en raison de l'abaissement de ses objectifs, rebondit légèrement, de 0,29%. Des sources ont indiqué

que l'avionneur européen était prêt à reprendre tout ou partie des activités de quatre usines de Spirit AeroSystems dans le cadre d'un accord imminent. A Londres, AO World gagne 3,0% après la publication par le groupe d'un bénéfice annuel supérieur aux prévisions, tandis que Liontrust Asset Management recule de 2,13% après avoir fait état d'une baisse de 23% de son bénéfice annuel. Dans l'automobile, Volkswagen Group recule de 0,56% après avoir annoncé son intention d'investir jusqu'à cinq milliards de dollars dans le constructeur américain de véhicules électriques Rivian.

ARGENTINE

Les coupes budgétaires entraînent une contraction du PIB de -5,1 % au premier trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Argentine a enregistré une forte contraction de 5,1 % en glissement annuel au cours du premier trimestre, tandis que le chômage frappe désormais 7,7 % de la population, selon les chiffres officiels publiés lundi.

L'Institut des statistiques d'Argentine (Indec) a révélé lundi les derniers indicateurs de l'économie qui montrent une décroissance d'une ampleur jamais enregistrée depuis la dévaluation de 2019. Cet effondrement du PIB est attribué principalement à la forte baisse de la consommation, qui a entraîné une contraction de l'activité économique. Déjà au quatrième trimestre de l'année dernière, qui a coïncidé avec une période électorale mouvementée, le PIB d'Argentine avait chuté de -1,4% en glissement annuel. La détérioration économique au premier trimestre 2024 a touché 10 des 16 secteurs mesurés par l'Indec, qui évoque une "récession" technique, après les baisses successives pendant deux trimestres. Le gouvernement ultralibéral de Javier Milei, investi en décembre dernier, avait décidé le même mois une dévaluation de la monnaie nationale (Peso) de 118%, qui



s'est traduite par une poussée inflationniste immédiate et une baisse inédite des revenus. Au cours de cette même période, les importations de biens et services ont chuté de -20,1%, la formation brute du capital fixe (FBCF) a régressé de -23,4%, la consommation des ménages a baissé de -6,7% et la consommation publique de -5 %. Les principaux secteurs concernés par cet effondrement sont la construction, entraînée par la suspension des travaux publics, l'industrie manufacturière et le commerce, qui expliquent la majeure partie de la contraction économique pendant ce trimestre. L'Indec a également publié lundi le chiffre du chômage, à 7,7% de la population active au premier trimestre, soit une augmentation de 0,8 point de pourcentage par rapport à la même période l'année dernière.

USA

Une responsable de la Fed alerte sur une hausse du chômage

Une responsable de la banque centrale américaine (Fed) a alerté lundi sur le risque de voir le chômage grimper aux Etats-Unis, à cause des taux qui restent élevés pour faire baisser une inflation toujours trop forte. "A ce stade, l'inflation n'est pas le seul risque auquel nous sommes confrontés", a averti la présidente de la Fed de San Francisco, Mary Daly, lors d'un discours au Commonwealth Club World Affairs de Californie. "Jusqu'à présent, le marché du travail s'est adapté lentement et le taux de chômage n'a que peu

augmenté. Mais nous nous rapprochons d'un point où cette issue favorable pourrait devenir moins probable", a-t-elle mis en garde. La Fed, depuis juillet 2023, maintient ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50%, au plus haut depuis 2001, afin de juguler l'inflation. Cela a pour effet de faire ralentir l'activité économique, et donc l'emploi. Le taux de chômage a légèrement grimpé en mai, à 4%, au plus haut depuis janvier 2022. Mais il y a eu bien plus de créations d'emploi qu'attendu. "A ce stade, nous avons un bon

marché du travail, mais pas un marché effervescent", et un éventuel "ralentissement du marché du travail pourrait se traduire par une hausse du chômage", a encore indiqué Mary Daly, qui dispose en 2024 du droit de vote tournant au sein du comité de décision de la Fed, le FOMC. Elle a insisté sur la nécessité de "garder un œil sur les deux aspects de notre mandat - l'inflation et le plein emploi". Car l'inflation reste supérieure à l'objectif de 2%. "L'irrégularité des données relatives à l'inflation depuis le début

de l'année n'a pas inspiré la confiance. (...) Il est difficile de savoir si nous sommes vraiment sur la voie d'une stabilité durable des prix", a commenté la responsable. Après un rebond cet hiver, l'inflation est repartie à la baisse en avril et mai, à 3,3% sur un an en mai contre 3,4% en avril, selon l'indice CPI, sur lequel sont indexées les retraites. L'indice PCE, mesure que privilégie la Fed, est lui resté stable en avril à 2,7% sur un an. Les chiffres de mai seront publiés vendredi.

POUR LE PROCHAIN EXERCICE BUDGÉTAIRE

L'Ethiopie vise une croissance économique de 8,3 %

L'Ethiopie a annoncé mardi un objectif de croissance économique de 8,3 % pour le prochain exercice budgétaire, a indiqué la ministre éthiopienne de la Planification et du Développement, Fitsum Assefa. Elle a déclaré que le gouvernement prévoyait une croissance économique de 8,3 % pour le prochain exercice budgétaire éthiopien 2024/25 qui commence le 8 juillet. L'objectif visé tient compte de la capacité économique actuelle du pays et de son potentiel futur, conformément aux récentes réformes poli-

tiques et budgétaires, a précisé Mme Assefa. Mentionnant les performances positives du secteur macroéconomique au cours des dix derniers mois, Mme Assefa a dit que les indicateurs économiques suggéraient que l'économie du pays était sur la bonne voie pour atteindre le taux de croissance prévu de 7,9 % pour l'exercice budgétaire éthiopien en cours. Les performances positives actuelles et les perspectives d'avenir dans les principaux secteurs économiques du pays d'Afrique de l'Est - tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière, l'ex-

ploitation minière et les services - sont considérées comme les principaux facteurs permettant d'atteindre l'objectif de croissance économique de cette année ainsi que l'objectif de croissance économique de 8,3 % prévu pour le prochain exercice budgétaire. Selon la Banque mondiale, l'Ethiopie, avec 126,5 millions d'habitants, est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria et l'une des économies les plus dynamiques de la région, avec une croissance de 7,2 % au cours de l'exercice budgétaire précédent (2022/2023).

L'EURO GLISSE À NOUVEAU L'incertitude électorale, entre autres, pèse

L'euro a perdu un peu de terrain mardi face au dollar mais aussi à la livre britannique et au yen. Vers 20H00 GMT, l'euro céda 0,16% face au dollar à 1,0716 dollar pour un euro. La devise européenne perdait aussi 0,17% face au yen à 171,06 yens pour un euro alors que la devise japonaise était stable par rapport au dollar à 159,62 yens. Face à la devise britannique, l'euro lâchait 0,23% à 84,41 pence. "Les élections législatives françaises, les données médiocres des enquêtes d'activité et l'assouplissement monétaire de la BCE n'aident pas l'euro à s'apprécier", a commenté Kit Juckes de la Société Générale.

POLOGNE

La croissance du PIB attendue à 3,5% en 2025

Le PIB de la Pologne devrait enregistrer l'une des croissances les plus élevées d'Europe, à un niveau estimé de 3,5% en 2025, a rapporté mardi l'agence de presse polonaise PPA, citant un rapport de Santander Bank Polska. Les économistes de la banque Santander observent que les statistiques de production industrielle montrent une variabilité élevée, toutefois ils sont convaincus que l'économie polonaise est en voie vers une reprise progressive. "Pour l'année à venir, nous prédisons une légère accélération de la croissance du PIB, jusqu'à 3,5%, avec un risque asymétrique à la hausse et un changement de la structure de croissance : la dynamique de consommation devrait probablement s'estomper en raison du ralentissement de la croissance des revenus réels, tandis que les investissements, fortement soutenus par les dépenses budgétaires, devraient prendre la première place", indique le rapport. Selon cette étude, la dynamique salariale en 2025 devrait se ralentir, d'un peu plus de 10% actuellement à 7-8%. Cette évolution devrait être soutenue par une inflation plus faible et une augmentation moins importante du salaire minimum. En outre, la progression des salaires dans le secteur public devrait être encore plus modeste cette année.

BMW

5 bides qui ont marqué l'histoire de la firme à l'hélice

Chaque lancement de nouveau modèle est un pari pour un constructeur automobile. Les évolutions du marché, l'univers concurrentiel et la prise de risque stylistique ou technologique sont autant de paramètres qui peuvent faire ou défaire une carrière. Voici 5 exemples d'échecs cuisants.

Fondée en 1916 à Munich, la Bayerische Motoren Werke, ou si vous n'êtes pas adeptes de la langue de Goethe, la manufacture bavaroise de moteurs a, à son actif, une longue et belle histoire. Nous y avons puisé, non pas les nombreux succès, mais davantage cinq échecs.

BMW Z1 (1988-1991)

À la fin des années 1980, BMW songe à une descendante de la bellissima 507 née 30 ans plus tôt. La BMW Z1 fait sa première apparition au salon de Francfort en 1987 et devance la mou-
vance des Mazda MX-5 et Fiat Barchetta. Ses spectaculaires portes escamotables dans les flancs et sa structure en matériaux composite ont sensiblement alourdi la facture. Son moteur à six cylindres en ligne de 2,5 litres fort de 170 ch était pénalisé par une boîte de vitesses mal étagée.

La Z1 est un coup d'essai qui ne sera pas un coup de maître, au catalogue entre 1988 et 1991 elle ne séduit que 8 000 clients. À titre de comparaison, la Mazda MX-5, dont la première mouture fut commercialisée entre 1989 et 1998, totalisa plus de 431 500 ventes. Après la Z1, BMW se montra nettement moins ambitieux sur le plan technique avec la Z3 qui, elle, fut un succès. À noter que le BMW Z1 fut décliné dans la gamme Alpina à 66 unités avec une mécanique poussée à 200 ch.

2 BMW M1 (1978-1981)

Connue en interne sous le code E26, la BMW M1 est un projet qui remonte au tout début des années 1970, notamment avec le prototype BMW Turbo Studie. Ce dernier arborait les prémices esthétiques du modèle de série qui n'arrivera qu'en 1978, un retard qui s'explique grandement par le choc pétrolier de 1973. Ce dernier ne misera pas sur les spectaculaires portes en ailes de mouette dans l'esprit de celles d'une Mercedes 300 SL. La BMW M1 disposait d'un moteur à six cylindres en ligne 3,5 litres de 277 ch. Cette première réalisation de la division Motorsport n'a pas connu le succès en série, avec seulement quelques centaines d'unités ven-

dues aux particuliers. En revanche, en compétition, la BMW M1 fut un succès.

3 BMW Série 3 GT (2013-2020)

Au début des années 2010, la gamme BMW est en pleine diversification. Le cœur de gamme, la Série 3 multiplie les propositions s'offrant les services d'une variante baptisée Gran Turismo ou GT en abrégé, plus longue (4,83 m) et surtout plus haute (1,50 m) et dotée d'un hayon donnant accès à un vaste.

Elle apparaît en 2013, passe par la case restylage en 2016, mais dès 2019, la marque annonce qu'il n'y aura pas de remplaçante en raison d'une demande trop faible de la clientèle. Pourtant, la firme à l'hélice n'avait pas lésiné sur les motorisations essence et diesel à quatre et six cylindres avec un éventail de puissance comprise entre 183 et 326 ch.

4 BMW Série 3 Compact E46 (2000-2004)

Sous la Série 3 lancée en 1975, BMW cogite à un modèle plus compact dès les années 1990, avec une première mouture basée sur la génération E36 en 1993. L'engin, dont le profil à la poupe tronquée peut interpeller, connaît le succès et reste au catalogue jusqu'en 2000. C'est après que les choses se gâtent, avec la seconde mouture dérivant cette fois de la BMW Série 3 E46. Une version qui ne sera en vente que durant quatre ans et qui peinera à trouver preneur auprès de 130 000 clients. L'Audi A3, née en 1996, ne lui a pas facilité la vie.

5 BMW Série 2 Gran Tourer (2015-2021)

Les marques automobiles premium ne sont guère adeptes du monospace. Pourtant, BMW s'est lancé dans l'aventure en 2014 avec la Série 2 Active Tourer (type F45) et sa déclinaison longue à 7 places (F46) baptisée logiquement Série 2 Gran Tourer qui lui emboîte le pas en 2015.

Ce transport de troupe n'est pas reconduit en 2021, lorsque la seconde génération entre en lice. Chez le rival Mercedes-Benz, le Classe B n'a jamais osé la version longue, laissant le rôle du 7-places au SUV GLB, dont BMW ne s'est pas inspiré.



L'Audi TT originelle modernisée en mode GT3 RS

Beauté intemporelle, chantre de l'esprit minimaliste digne du Bauhaus, l'Audi TT première du nom est désormais un classique. Le développement de l'engin débuta il y a trente ans mais sa robe n'a pas pris une seule ride. Après trois générations, la production du célèbre coupé de la marque aux anneaux vient de cesser et le modèle n'aura pas de successeur. De quoi déjà en faire un véritable collector. Ceci n'empêche nullement la mouture originelle d'inspirer les designers de tous bords. Voici donc le bolide réinterprété en mode RS GT3 Revival par Jason Choi qu'il a posté

sur son compte Instagram. Une sorte de Restomod boosté caractérisé par des phares remis au goût du jour à l'aide d'une signature lumineuse à LED sobre et parfaitement en accord avec les lignes du TT. A l'arrière, le même type d'optiques à LED est de la partie et modernisent subtilement l'engin.

Des optiques bien pensés

Ils s'accordent parfaitement avec les gros projecteurs circulaires implantés au bas du bouclier lissé. L'artiste n'est pas tombé dans le piège de l'abus de pixels et de la technologie matricielle des réalisa-



tions modernes de la marque. De son côté, le kit carrosserie extra large respecte là encore la philosophie de l'Audi TT. La poupe arbore un imposant aileron indispensable pour l'aérodynamisme à haute vitesse sur circuit. Posée au sol cette Audi TT RS GT3 revival est chaussée de belles jantes au dessin bien ancré dans les années 1990. Aucune indication d'ordre technique n'a filtré, pour mémoire le tout premier TT bénéficiait d'un moteur 1.8 turbo décliné au fil de la carrière en versions de 150, 163, 180, 190 et 225 ch. De son côté le moteur V6 distillait 250 ch.

POUR COMBATTRE LA CENSURE

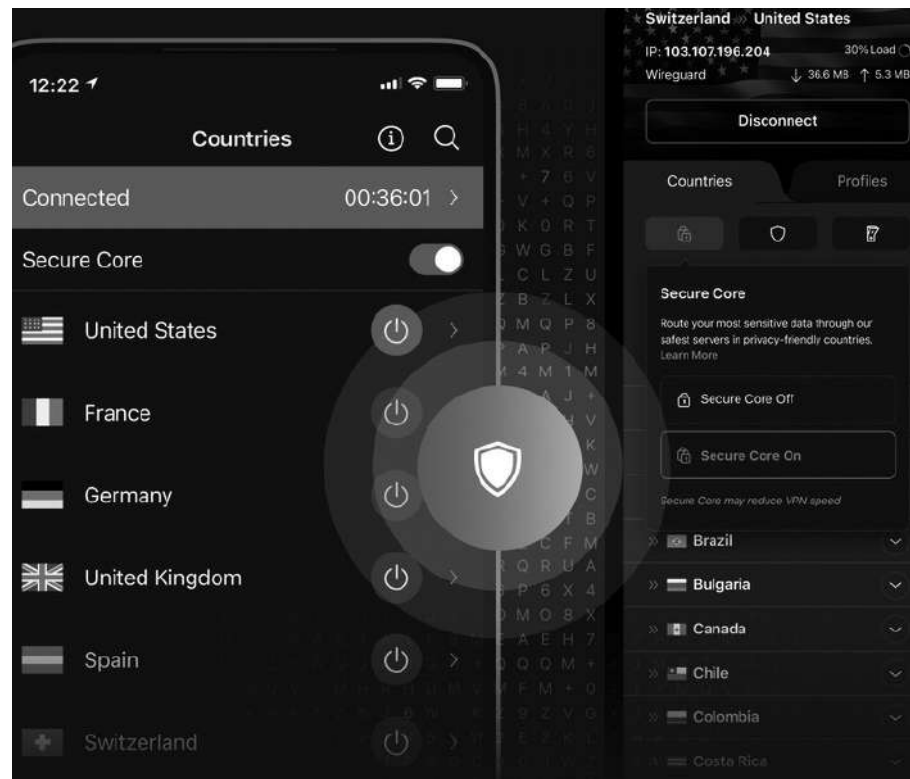
Proton VPN dévoile de nouvelles fonctionnalités

Alors que des élections importantes jalonnent l'année 2024 un peu partout dans le monde, Proton intensifie sa lutte contre la censure avec de nouvelles fonctionnalités pour son VPN. Objectif : s'efforcer d'offrir à toutes et tous un accès libre à Internet.

Proton VPN continue d'innover pour défendre la liberté d'expression et contrer la censure en ligne. Partant du constat que l'année précédente a été marquée par des élections contestées et des pratiques de musellement, le fournisseur suisse annonce l'extension de son réseau de serveurs gratuits et le lancement des connexions sans identifiants sur Android. Ces développements visent à faciliter l'accès aux technologies anti-censure pour les internautes résidant dans les pays les plus touchés par la surveillance gouvernementale et les coupures internet.

Une réponse aux ingérences électorales

Deuxième vague de serveurs gratuits en vue ! Après avoir déployé des équipements librement accessibles à tous et toutes dans plusieurs États jugés instables politiquement, Proton a choisi d'étendre son réseau de point de connexion VPN dans cinq nouveaux territoires accueillant des élections majeures cette année. La Syrie, la Jordanie, la Tunisie, l'Ouzbékistan et le Brésil rejoignent donc une liste de 16 pays déjà établie en début d'année, où il est désormais possible d'utiliser Proton VPN sans souscrire d'abonnement payant. Cette initiative s'inscrit dans la chartre d'engagements de la fondation suisse qui, depuis 10 ans maintenant, œuvre pour la protection des droits numériques, la liberté d'information et l'accès sans condition à Internet dans un contexte mondial de plus en plus répressif. Ces principes fondateurs participent, par extension, à lutter contre la censure et les oppressions gouvernementales dans les pays soumis à des régimes antidémocratiques et/ou régulièrement victimes d'ingérence politique. Dans le détail, ces nouveaux serveurs, dotés de la technologie Smart Routing, permettent aux internautes d'accéder à



un Internet non censuré grâce à des équipements physiquement situés dans des pays voisins pour contourner les restrictions locales.

Des connexions sans identifiants pour favoriser la liberté en ligne

Conjointement au déploiement de nouveaux serveurs gratuits en territoires censurés, Proton VPN innove avec le lancement des credential-less logins sur Android. Cette nouvelle fonctionnalité permet aux internautes de se connecter au réseau privé virtuel sans créer de compte utilisateur, ce qui contribue à simplifier l'accès aux technologies de contournement de la censure. Selon Proton, si Android est l'unique système d'exploitation à bénéficier de cette nouveauté, c'est parce qu'il domine le marché mondial des smartphones, en particulier dans les

nouveaux pays ciblés par son VPN, où les parts de marché atteignent jusqu'à 92 %.

Cheval de bataille de Proton, la liberté d'information et d'expression a toujours été un paramètre moteur dans le développement de son VPN. En témoignent les déploiements successifs de ses serveurs Secure Core (double VPN dont le premier relais est 100 % administré par la fondation), de son option VPN Accelerator (technologie visant à améliorer la rapidité et la stabilité des connexions VPN), ou plus récemment de son protocole obfusqué Stealth, censé déjouer la censure dans les pays les plus autoritaires comme la Russie, l'Iran ou l'Éthiopie.

Ces avancées essentielles, en plus de favoriser la liberté en ligne, contribuent à protéger l'intégrité numérique et physique des dissidents, militants, lanceurs d'alerte et opposants politiques confrontés à la dictature.

Microsoft impose des sauvegardes OneDrive automatiques

Depuis une récente mise à jour, Windows 11 commence à forcer les sauvegardes OneDrive sans permission explicite de l'utilisateur. Microsoft a apporté un changement discuté dans Windows 11 qui impose aux utilisateurs des sauvegardes automatiques des fichiers sur OneDrive (5 Go par défaut avec Windows et 1 To avec Office 365). Auparavant, vous deviez activer explicitement les sauvegardes automatiques de dossiers, et Microsoft vous envoyait des notifications récurrentes pour vous rappeler cette fonctionnalité si elle n'était pas activée. Aujourd'hui, cependant, l'éditeur semble supposé que tout le monde souhaite que les sauvegardes OneDrive soient activées par défaut, ce qui l'oblige à le faire sans exception. Vous ne vous en rendez peut-être même pas compte jusqu'à ce que vous configuriez un nouvel ordinateur et que vous retrouviez soudainement tous vos anciens fichiers.

Sans préavis ni explication, l'éditeur a donc activé de force la fonction de sauvegarde automatique des dossiers avec OneDrive lors de la configuration d'un nouvel ordinateur, et ce sans demander de permission à l'utilisateur. Lorsque vous configurez un nouvel ordinateur Windows connecté à Internet et utilisant un compte Microsoft, vous voyez généralement OneDrive sur votre bureau. L'application synchronise les données des dossiers (images, documents, musique et vidéos), ce qui peut s'avérer utile dans certains cas. Dans le pire des cas, cependant, vous pouvez installer Windows et être immédiatement confronté à un bureau encombré de fichiers et de dossiers, récupérés depuis OneDrive.

Comment désactiver les sauvegardes OneDrive ?

Si vous ne voulez pas que votre ordinateur Windows sauvegarde tout ce qui se trouve sur votre bureau - ou dans d'autres dossiers - sur OneDrive, vous pouvez le désactiver :

Cliquez avec le bouton droit de la souris sur l'icône OneDrive en bas à droite de la zone de notification de la barre des tâches. (Si vous ne trouvez pas l'icône directement, vous devrez peut-être développer la zone en cliquant sur la petite flèche). Ensuite, allez sur l'icône de l'engrenage des paramètres et sélectionnez Paramètres.

Cliquez sur la section Synchronisation et sauvegarde dans la barre latérale gauche, puis sélectionnez Gérer la sauvegarde. Désactivez tous les dossiers que vous ne souhaitez pas sauvegarder sur OneDrive, puis confirmez les modifications.

Si vous disposez d'une version plus ancienne de OneDrive avec l'interface à onglets classique, accédez à l'onglet Sauvegarde et cliquez sur Gérer la sauvegarde, puis sur Arrêter la sauvegarde. Vous devrez à nouveau confirmer le paramètre. Vous pouvez également désinstaller OneDrive si vous ne souhaitez pas utiliser les sauvegardes automatiques. Il s'agit de la solution la plus simple.

Apple pourrait se voir infliger une amende jamais vue par la Commission européenne

L'Union européenne mène l'enquête sur Apple, pour de potentielles infractions au Digital Markets Act. Et la firme de Cupertino pourrait subir une amende d'une ampleur folle ! La Commission européenne s'est au fil des années imposée comme un pouvoir avec lequel il fallait compter au niveau économique, surtout lorsqu'il s'agit de protéger les règles de son marché intérieur - le plus grand au niveau mondial. Et depuis une quinzaine d'années, Bruxelles a infligé des amendes de plus en plus importantes à des géants de la tech, parmi lesquels Apple.

Une entreprise qui va une fois encore devoir mener un combat très dur face à l'exécutif du vieux continent.

Apple serait en infraction du DMA

Apple pourrait bien avoir à s'inquiéter. La Commission européenne vient en effet de lancer une procédure contre la firme californienne. Elle l'accuse de ne pas avoir permis aux développeurs d'applications de proposer des solutions de paiements en dehors de son Apple Store. Pour rappel, Apple depuis quelques mois met en place des

réglementations fluctuantes pour tenter de répondre à l'obligation européenne d'ouvrir des moyens de paiement tiers, sans rendre le même système trop attractif. De quoi lui attirer l'ire de sociétés comme Spotify, et aussi, donc, des autorités européennes.

Une amende de plusieurs dizaines de milliards d'euros ?

« Nous sommes convaincus que notre plan est conforme à la loi et nous estimons que plus de 99 % des développeurs paieraient des frais identiques ou inférieurs à Apple dans le cadre des nou-

velles conditions commerciales que nous avons créées » s'est défendue la firme de Cupertino à Engadget.

Reste que la procédure va maintenant avancer, et pourrait mal se finir pour Apple. Si l'entreprise était considérée comme étant en infraction du DMA, elle pourrait se voir infligée une amende pouvant représenter jusqu'à 10% de son chiffre d'affaires mondial, ce qui équivaldrait à plusieurs dizaines de milliards d'euros. La récidive dans ce domaine peut par ailleurs entraîner cette fois une amende pouvant aller jusqu'à 20% du chiffre d'affaires mondial.

Poutres apparentes		Auteur de la Chartreuse de Parme		Inspira-trice	Publié de nouveau		Panneaux mobiles		Hobby		Fromage français		Bramer
Placèrent à un endroit					Note de musique						Citer		
									L'amour latin				
Religieux		Mer européenne					Enflure						
							Retirées						
					Stagnante								
Stupéfait		Ni angles, ni courbures								Après bis			
					Possessif				Soldat américain			Saison	Évêché normand
					Voies publiques				Prêts				
Equivalent		Ventilée						Plante grasse exotique					
								Astate					
				Pays d'Asie		Érudite							
						Plants de vigne							
Agence spatiale européenne		Piano du pauvre	Bouche cornée				Traitée des peaux brutes						
							Lentille bâtarde						
			Orateur grec					Native				Éloigna	
								Tus					
Rapace nocturne	Instrument à vent				Donné								Les limbes
	Lisse												
			Exhala-tions								Cérium		
			Notre planète								Succès		
Releva					Groupe d'abeilles		Le plus haut col routier français						
Évêque de Lyon							Escompter		Esclave				
									Vit de revendus réguliers				
Altières	Cordage marin							Equerre		Amérindien			
	Incroyable												
						Petite sainte				Poisson			
						Commune girondine (La)				Entre copains			
Prophète coranique				Grandes scies								Déplace vers le haut	Commune bretonne
				Fatigué									
			Unie					Mésaven-ture					
Fils de Zeus et d'Europe		Lettre grecque	Remboursé							Coupelle de labo			
			Pierre d'achop-pement										
					Bande d'étoffe			Disciple					
Pris				Mourir						Extrait de la mer			

Le président de la République reçoit l'ambassadeur du Sénégal en Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi à Alger, l'ambassadeur de la République du Sénégal, M. Serigne Dieye, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, précise la même source.



PÉTROLE

Le Brent en hausse à plus de 85,4 dollars

Les prix du pétrole évoluaient en légère hausse mercredi, poussés par le risque géopolitique au Moyen-Orient, mais restaient tempérés par les premiers chiffres hebdomadaires sur les stocks aux Etats-Unis. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 0,54% à 85,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagnait 0,71% à 81,40 dollars. "Les prix du pétrole restent proches de leur plus haut niveau depuis deux mois en raison de l'escalade des tensions géopolitiques et de l'augmentation prévue de la demande estivale", notent des analystes. Si la situation au Moyen-Orient reste scrutée par le marché, les analystes rappellent toutefois régulièrement que pour le moment, aucune importante perturbation de l'offre venant de la région n'est à signaler.

PARLEMENT

Clôture de la session parlementaire ordinaire 2023-2024 dimanche prochain

Clôture dimanche prochain de la session parlementaire ordinaire 2023-2024, selon un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). « La session ordinaire 2023-2024 des deux chambres du Parlement sera clôturée, di-

manche 30 juin 2024, en application des dispositions de l'article 138 de la Constitution et de l'article 05 de la loi organique N 16-12 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation,

ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le Gouvernement, modifiée et complétée », ajoute le communiqué. La cérémonie de clôture se tiendra « au siège de l'APN à 11:00h », selon la même source.

Le dollar monte face aux autres monnaies

Le dollar montait mercredi dans la foulée de commentaires d'une responsable de la Réserve fédérale (Fed), qui s'est montrée ouverte à des hausses de taux si l'inflation progressait, en amont d'un indice attendu vendredi. Le billet vert progres-

sait face à la monnaie unique qui perdait 0,18% à 1,0695 dollar, mais aussi face à la devise britannique qui reculait de 0,13% à 1,2669 dollar. Mardi à Londres, la gouverneure de la Fed Michelle Bowman, citée dans le Financial Times, a déclaré qu'elle restait "dis-

posée à augmenter" à nouveau les coûts d'emprunt "si le progrès sur l'inflation s'arrêtait ou même s'inversait", c'est-à-dire si les prix stagnent ou accélèrent de nouveau. Ces remarques "reflètent le débat au sein de la Fed sur la question de savoir si la banque centrale

peut commencer à réduire les taux d'intérêt cette année, ou même avant l'élection présidentielle de novembre", relèvent des analystes. Dans ce contexte, les prochaines données sur l'inflation vendredi seront particulièrement scrutées par le marché.

MDN

Un terroriste abattu et trois éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Un terroriste a été abattu et trois (3) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été interceptés, lors d'opérations distinctes effectuées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), à travers le territoire national durant la période du 20 au 25 juin, indique un bilan opérationnel rendu public mer-

credi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 20 au 25 juin 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui

reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanentes de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratissage près d'Amrouna, wilaya d'Ain Defla, un détachement de l'ANP a abattu, le 24

juin 2024, le terroriste dénommé +Benguiza Mustapha+ dit +Khaled Mazen+, qui avait rallié les groupes terroristes en 2007. Ledit terroriste avait en sa possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, une quantité de munitions, une paire de jumelles et divers objets", note le communiqué. Dans le même

contexte, "des détachements de l'ANP ont intercepté (03) éléments de soutien aux groupes terroristes lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, tandis que (04) bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites à Blida", ajoute la même source.

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

Le Capitalisme Occidental en crise, L'Asie innove, L'Afrique en observation

L'Occident a créé le capitalisme et en a fait son mode de vie, son organisation économique et sociale et même sa philosophie politique. L'histoire du capitalisme est intimement liée à la culture occidentale et à son histoire. La propriété privée est sacrée, le capital est vénéré et le profit est admiré. Pourtant les bases culturelles du capitalisme occidentale sont empruntées de valeurs morales fortes comme la justice, la liberté, et même la solidarité dont l'expression formelle est l'impôt et le service public. C'est aux USA que le capitalisme s'est épanoui grâce à des innovations majeures, particulièrement dans la finance et l'exercice des droits de propriété. En effet, la création de la banque et de la société par actions ont été les deux innovations majeures du 19ème siècle, dans le sens de lever les contraintes liées à la limitation des capitaux nécessaires au développement des affaires. La banque collecte l'argent des petits épargnants afin de les injecter dans les firmes et la société par actions permet de mettre ensemble des gens qui ne se connaissent pas pour créer des sociétés et faire croître celles qui existent déjà. Avec la levée du verrou financier (le capital) de la croissance des firmes, le capitalisme a connu ses années de gloire. La financiarisation de l'économie, à travers le système bancaire et la bourse, a confirmé la suprématie du capital financier sur le capital physique ou matériel. Le capitalisme moderne se développe sans capitalistes, mais avec des entrepreneurs qui sont souvent sans le sou. L'économie numérique en est aujourd'hui l'exem-

ple le plus apparent. La fin des empires occidentaux a failli sonner le glas du capitalisme, particulièrement l'affaiblissement de la Grande Bretagne à la fin du 19ème siècle suivie par la France au début du 20ème siècle. La relève s'est faite par l'Amérique et son génie créateur et surtout l'esprit pionnier de ses nouveaux habitants. Après la 2ème guerre mondiale, c'est au tour du Japon et de l'Asie du Sud-est qu'un nouvel élan est donné au capitalisme. Aujourd'hui, le capitalisme moderne est en Asie avec les pays émergents du Sud-est mais aussi avec la Chine et l'Inde. L'Afrique dans tout ce mouvement ? Dans le meilleur des cas, certains pays s'industrialisent tant bien que mal dans les productions manufacturières et dans la sous-traitance ; dans le pire des cas, certains pays sont encore à lutter contre la famine par des cultures vivrières et le troc de certains produits exotiques. Dans la majorité des cas, ce sont des économies fonctionnant à base de production (extraction) de matières premières allant des plus valorisées sur les marchés (hydrocarbures, certains minerais nobles, ...) à celles à faibles valorisation internationales (matières premières agricoles ou minérales...). L'économie africaine est encore au stade de la valorisation internationale de matières premières naturelles sur des marchés mondiaux dominés par les grandes firmes occidentales et asiatiques. Avec le numérique et l'industrie 4.0, l'écart se creuse davantage entre l'Occident Global et le Sud Global. Il reste tout de même une connexion entre ces deux mondes : les terres rares et les matières minérales no-

bles sont fondamentales dans la nouvelle économie basée sur le numérique et la connaissance. Une nouvelle division du travail se dessine sur les mêmes règles que celle qui a fonctionné jusqu'à présent, matérialisée par l'échange inégal. Va-t-on revenir vers la « théorie » de la Malédiction des ressources chère à certains économistes engagés des années 80. Dans le nouveau système, le facteur d'accélération est encore plus puissant que dans le premier ; un \$ investi dans l'économie numérique et l'économie de la connaissance rapporte 10 fois plus qu'un \$ dans l'économie classique ; alors le rattrapage ce n'est pas pour demain ; ou alors il faut faire la rupture dans nos sociétés tant au plan culturelle et sociologique, que politique et technologique ; l'économique suivra. Certains pays du Sud ont accumulé énormément de capitaux grâce au commerce des matières premières, mais ils n'ont pas pu ou su accumulé dans la connaissance, le savoir et l'organisation de l'économie pour amorcer un processus vertueux du développement. Le stock de capitaux monétaires accumulés disparaîtra par l'usure (l'usage) ou la conjoncture, alors que le capital connaissance ne disparaîtra que par son non usage ; il est transmis et diffusé culturellement et socialement pour se renouveler. Les vrais défis sont dans l'anticipation sur les enjeux à venir et non dans la perpétuation des schémas éculés qui ont donné les résultats qu'on connaît.